

Rapport de stage

**présenté pour l'obtention du diplôme ingénieur SAADS
Option DAAS**

La Boutique des Sciences en Occitanie

Un dispositif de recherche par et pour la société civile

par Antoine Malivel

Mémoire préparé sous la direction de Pascale Moity-Maïzi

Maitre de stage : Robert Ali Brac de la Perrière

Année de soutenance : 2017

Organisme d'accueil :



Ce rapport rend compte du stage de deux mois que j'ai réalisé dans le cadre de ma deuxième année d'école d'ingénieur SAADS. J'y détaille le contexte de la recherche collaborative et l'historique du projet d'une Boutique des Sciences en Occitanie, porté par l'association BEDE. J'y précise ensuite comment l'enquête dite « de préfiguration » puis les ateliers de présentation ont été menés auprès des différents acteurs concernés. Je rends ensuite compte des résultats obtenus par cette enquête, ainsi que des échanges ayant eu lieu pendant les ateliers de présentations, en les analysants. Pour finir, j'ouvre sur le déroulement prévu des ateliers de co-construction de la structure entre les acteurs intéressés, et les perspectives d'évolution de ce dispositif.

Une Boutique des Sciences

C'est un dispositif non-lucratif de recherche collaborative, qui permet aux associations, éventuels groupements d'agriculteurs, ou autres collectifs citoyens de s'adresser à des chercheurs pour identifier ensemble des réponses à leurs questionnements. De ces demandes citoyennes découlent des projets co-construits entre la société civile et le monde de la recherche. (BEDE 2017)

C'est donc un support de recherches indépendant et participatif, permettant de répondre aux préoccupations de la société civile. Le terme « Boutique », assez marchand, est le résultat d'une regrettable traduction de l'anglais « Shop », qui pourrait aussi se traduire par « Atelier », ou encore « Fabrique ». De telles structures existent déjà à Lyon, Lille, et ailleurs en Europe et dans le monde. Une description plus complète de leur fonctionnement général et du rôle des différents acteurs est détaillée en annexe, dans le « Livret de présentation ».

L'association BEDE

L'association « Biodiversité, Echanges et Diffusion d'Expériences » (bede-asso.org) est une association de solidarité internationale créée en 1994. Elle a depuis son origine pris en charge des questions de préservation de la biodiversité cultivée, de promotion des savoirs et des agricultures paysannes pour une gestion respectueuse du vivant. Dans cette optique, BEDE est donc aussi une des associations qui a fondé en 2003 le Réseau Semences Paysannes (semencespaysannes.org), lequel comprend 23 associations membres en Occitanie, qui militent pour la promotion et la défense de la biodiversité cultivée et des savoir-faire associés.

Le projet de Boutique des Sciences porté par cette association est conçu comme un prolongement des « laboratoires hors murs », qu'elle a initiés et animés avec différentes unités de recherche entre 2013 et 2015 dans le cadre du projet de recherche-action OUTDOORS financé par Agropolis Fondation. Ces laboratoires ont permis de co-définir entre chercheurs et paysans des programmes de recherche adaptés aux besoins d'associations paysannes en Algérie, au Bénin et en France, mais ont également mis en évidence des manques de lieux d'échanges et de financements durables pour leur pérennisation. C'est pour répondre à ces problèmes que l'association BEDE a proposé de mettre en place, avec tous les acteurs intéressés en Occitanie, une Boutique des Sciences qui s'intéresserait principalement aux thématiques de l'agriculture, de la biodiversité et de l'alimentation.

Je tiens également à remercier Glen Millot, de l'association Sciences Citoyennes (sciencescitoyennes.org) qui a aussi participé à la correction de ce rapport et m'a permis de mieux comprendre ce milieu compliqué qu'est la recherche militante. Merci aussi à Mathieu Thomas, dont le point de vue détaillé m'a aidé à parfaire ce mémoire, et à l'équipe de BEDE : Christine, Carole et Audrey qui m'ont joyeusement accueilli aux bureaux de cette petite mais très dynamique association. Et merci évidemment à Pascale et à Bob, qui m'ont suivi et encadré avec attention pendant ces deux mois !

Table des matières

Une Boutique des Sciences	2
L'association BEDE	2
Table des matières.....	3
I] Contexte d'une recherche en lien avec la société en Europe, en France et en Occitanie.....	5
1) Les Boutiques des Sciences en Europe.....	6
Le réseau « Living Knowledge ».....	6
L'économie européenne de la connaissance.....	7
2) Les Boutiques des Sciences en France.....	9
Les Boutiques des Sciences précurseurs	9
La boutique des Sciences de Lyon	9
La boutique des sciences de Lille :.....	10
3) Les autres dispositifs de recherches collaboratives académique en France	10
Les bourses de financement à destination du Tiers-secteur scientifique	10
Les tiers-lieux scientifiques et techniques.....	12
Les spécificités des boutiques des Sciences	13
4) Les « laboratoires hors murs » et l'émergence d'un projet de Boutique des Sciences co-porté par BEDE et la MSH-SUD en Occitanie.	15
Les « Laboratoires Hors Murs pour l'agrobiodiversité ».....	15
La vision de la BdS Occitanie par BEDE.....	16
Les autres acteurs de la BdS	17
II] Enquête et atelier de présentation du 3 juillet	18
Une enquête d'intéressement.....	18
Un atelier de présentation.....	18
1) Rédaction du questionnaire et réalisation de l'enquête	19
2) Déroulement de l'atelier de présentation	19
Contexte Assises Sciences-Société à la MSH-SUD	19
1 ^{ère} session : contexte de l'évolution des BdS en Europe et en France	20
2 ^{ème} session : Contexte de l'émergence d'une BdS en Occitanie.....	20
Echanges et propositions autour de la BdS en Occitanie	20
III] Synthèse des contenus de l'atelier de présentation et analyse des résultats de l'enquête.....	21
1) Synthèse du fonctionnement des BdS exposés pendant la 1 ^{ère} session.....	21
Fonctionnement de la BdS Nord de France :.....	21
Fonctionnement de la BdS de Lyon :	22
Points communs, divergences et éléments de réflexions :	23
2) Enjeux et stratégie de l'association BEDE	25

Risques perçus par l'association	25
Positionnement de BEDE.....	25
3) Analyse des résultats de l'enquête.....	26
4) Synthèse et leçons à tirer des discussions.....	28
Orientation des thématiques	28
Importance de l'étudiant	28
Rappel des initiatives déjà existantes en recherche collaborative	29
Prise en compte de l'expression de la société civile au sein de la BdS.....	29
Co-légitimité du partenariat chercheurs/associations	29
Financement.....	30
Impact ou utilité de la recherche ?.....	31
Quelle dimension réellement régionale pour une structure basée à Montpellier ?.....	32
Autres rôles de la BdS.....	32
La taxonomie	32
Tentative de méthode participative	33
5) Difficultés de l'atelier de présentation	33
IV] Perspectives	34
1) L'atelier scénario.....	34
2) La phase transitoire	35
3) Les projets-tests.....	35
V] Conclusion.....	36
VI] Références bibliographiques et web.....	37
VII] Annexes.....	38

Liste des acronymes :

ALLISS : ALLiance Sciences-Société (alliss.org) est une association partenaire de la MSH-SUD qui cherche à promouvoir les coopérations entre recherche, acteurs sociaux et acteurs économiques et à produire des recommandations pour les puissances publiques basées sur ces expériences de coopération.

BdS : Boutique des Sciences

OSC : Organisations de la Société Civile (à but non-lucratif) : syndicats, collectifs, associations, ONG, collectifs d'habitants, ainsi que les mouvements et organisations qui de manière libre et distanciée à l'égard du marché et des institutions, développent une lecture critique de la société et se mobilisent pour la transformer.

CSTI : Culture Scientifique Technique et Industrielle. Les CCSTI sont ainsi les Centres de Culture Scientifique Technique et Industrielle

COMUE : Communauté d'Universités et Établissements, présent dans les différentes régions.

MSH-SUD : Maison des Sciences de l'Homme, Sciences Unies pour un autre Développement (mshsud.org), est une fédération de recherche, membre de la COMUE du Languedoc-Roussillon. Elle regroupe notamment l'INSHS (Institut national des sciences humaines et sociales), les Universités de Montpellier (UM et UPVM3), l'IRD (Institut pour la Recherche et le Développement), Montpellier SupAgro et beaucoup d'autres établissements de recherche. Cet organisme entend favoriser et accompagner des dynamiques porteuses de propositions alternatives et innovantes au sein du monde universitaire. Il est ainsi ouvert aux chercheurs de toutes les disciplines.

I] Contexte d'une recherche en lien avec la société en Europe, en France et en Occitanie.

Les projets de recherche qui cherchent à se mettre en lien direct avec la société sont de plus en plus fréquents dans le monde scientifique et suivent des méthodologies multiples, fondées sur des conceptions différentes des interactions sciences-société. Pour simplifier les débats sur ces différents types de recherches, nous détaillerons dans cette introduction la vision de la recherche en partant du point de vue de l'association BEDE, qui regroupe les différents types de projets autour de trois formes principales :

- Les projets de « sciences participatives », qui renvoient plutôt à l'idée d'une aide apportée par des citoyens à la science (amateurs volontaires, amateurs éclairés, spécialistes à la retraite, etc.). Les citoyens volontaires peuvent ainsi – en respectant un protocole préparé ou validé par des scientifiques - effectuer des observations, des mesures, des échantillonnages ou comptages et transmettre ces données (brutes ou pré-traitées) afin qu'elles soient traitées et analysées par les scientifiques (source). Ces projets sont alors définis comme relevant d'une **science** participative et non de **recherche** participative, car les citoyens ne sont impliqués dans le processus qu'au niveau de la collecte de données scientifiques et non dans la réflexion sur l'objectif de la recherche.
- Les projets de recherche conventionnelle, qui sont des projets dans lesquels les chercheurs déclarent de plus en plus souvent prendre en compte le point de vue des acteurs, en développant des formes de participation des acteurs à certaines étapes de la recherche. Ils ne mettent cependant pas en pratique les méthodes pour co-concevoir ou travailler ensemble aux questions de recherche elles-mêmes, qui restent définies par des chercheurs sans réflexion en lien avec les praticiens. Ces recherches aboutissent ainsi à des publications scientifiques qui ne sont que rarement restituées aux acteurs du terrain et qui ne répondent pas forcément à leurs attentes. Les citoyens et leurs interactions avec leur milieu y sont souvent les objets d'étude, à la différence des projets de sciences participatives qui font davantage intervenir le citoyen comme un « technicien », par exemple pour des comptages d'insectes par des entomologistes amateurs. Sont emblématiques de ce type de projet les diagnostics de type MARP : Méthode Accélérée de Recherche Participative. Le problème que les chercheurs se proposent d'étudier est abordé à travers un diagnostic déjà orienté, étudiant par exemple les causes des limitations de rendements à partir d'indicateurs produits par des scientifiques et sans être ouverts aux autres indicateurs ou problèmes des agriculteurs.
- Les projets de recherche « coopérative » ou « collaborative » plébiscités par BEDE et ses partenaires, prennent en compte tous les points de vues et compétences : la définition du problème (définition des hypothèses de recherche, méthodologie) est précisée entre tous les acteurs au cours d'échanges. Parfois initiées par la société civile, ces recherches exigent que les chercheurs travaillent en lien étroit avec les acteurs, parfois considérés comme co-chercheurs, ou désignés par le terme de « tiers-secteur scientifique ». Dans ce type de

recherche l'évaluation de l'impact de la recherche est également un aspect important (quoique pas systématique), car en lien avec une réflexion sur le rôle de la science. L'utilisation et la construction d'un langage commun entre tous les acteurs (et non la « vulgarisation ») est particulièrement important pour mener à bien ce type de recherche. Les produits de ces recherches sont en général objets de publications validées ou co-signées par les différents partenaires.

Les trois grands types de recherche ainsi définis sont relativement caricaturaux dans la mesure au moins où les définitions même de la participation ne sont pas communément admises, non stabilisées, renvoient à des écoles de pensée différentes, etc... Ainsi par exemple, la différence entre « science participative » et « recherche participative » telle que retenue ici n'est pas utilisée de la même façon par tous. Il s'agit ici de donner simplement un cadre de référence du contexte d'émergence d'une Boutique des Sciences, à partir du point de vue de l'association BEDE et de ses principaux partenaires scientifiques.

Lipinski et Larqué, membres de l'association ALLISS, distinguent d'une façon un peu similaire trois types de liens sciences-société : sciences participatives, collaboratives ou citoyennes, selon que le programme de recherche et la création de connaissance sont pilotés par le chercheur, par les deux bords, ou par l'association citoyenne.¹

1) Les Boutiques des Sciences en Europe

Le modèle des Boutiques des Sciences (BdS) est historiquement une des premières initiatives ayant eu pour objectif de rapprocher la recherche scientifique de la société civile. Aujourd'hui environ une centaine de BdS sont en activité dans environ 27 pays du monde, principalement en Europe.

Les Boutiques des Sciences sont apparues en 1973 aux Pays-Bas, portées par des syndicats d'étudiants en chimie et des enseignants, avec pour objectif de faire remonter les questions des citoyens sur les conséquences possibles des découvertes scientifiques, dans un contexte de financiarisation de la recherche déjà fortement critiqué. Ce modèle a ensuite essaimé en Europe au sein des universités, et la France comptait ainsi en 1980 seize boutiques de sciences, regroupées au sein de la « Fédération Nationale des Boutiques de Sciences et Assimilés », aujourd'hui disparue.

Dans les années 90-2000, ces structures ont rencontré des difficultés. En France, leur disparition a été le fait d'une réorientation des financements de l'Etat vers des dispositifs de « culture scientifique, technique et industrielle » (CSTI, cf p.11). Elles n'ont cependant pas disparu aux Pays-Bas, qui comptent aujourd'hui 40 BdS, lesquelles mènent chaque année plusieurs milliers de programmes de recherches, autour de thématiques liées aux problèmes environnementaux, à la santé, à l'éducation, aux conditions de travail, au droit, à la demande de services sociaux, autour du développement des communes, des problèmes du tiers monde etc...

Le réseau « Living Knowledge »²

Depuis les années 2000 et suite à de nombreux projets sous financements européens, une réapparition des boutiques des sciences a pu être observée dans les pays où elles avaient disparu. Ces structures, restées assez marginales et ayant souvent risqué la fermeture faute de reconnaissance et de financements stables, semblent actuellement être dans une nouvelle dynamique. La création en 2005 du réseau « Living Knowledge », financé par l'Union Européenne, a permis la mise en relation des

¹ « Enquête: l'«Alliance Sciences-Société» et ses mystifications », 2013. scienceetcitoyens.word-press.com/2013/05/12/enquete-lalliance-science-et-societe-et-ses-mystifications/ Article critiquant par ailleurs durement l'association ALLISS, et de façon générale toute tentative de « science citoyenne »

² livingknowledge.org

différentes Boutiques des Sciences européennes. Preuve de l'intérêt de l'Europe pour ces dispositifs, différents programmes ont financé des initiatives de Boutiques de Sciences de façon quasi ininterrompue, avec une vision de long terme (s'étalant jusqu'en 2021). Il faut cependant souligner que les aides européennes n'ont pas vocation à financer de façon durable les BdS, mais les aident à démarrer avant qu'elles trouvent des financements locaux. L'implantation durable des BdS dans les territoires est ainsi dépendante du contexte politique et institutionnel local, c'est pourquoi l'avenir de ces structures reste encore incertain.

En Europe le réseau « living knowledge » est fortement soutenu depuis ses débuts par des financements européens, d'abord pour produire une réflexion et une formalisation des BdS (sans chercher forcément à les standardiser), ensuite pour préciser les lignes directrices des futures politiques de financements de ce type de dispositif.

L'économie européenne de la connaissance

Le réseau « Living Knowledge » est ainsi financé au niveau européen car les BdS sont considérées comme des dispositifs relevant de « l'économie de la connaissance », autour de laquelle le Conseil Européen de Lisbonne a décidé d'axer la politique économique de l'Europe en 2000.

La théorisation de l'économie de la connaissance, ou capitalisme cognitif, découle de l'importance grandissante de la connaissance et de la technologie dans les économies modernes. Cette théorie pose ainsi le savoir comme un moteur de productivité et de croissance économique, et cherche entre autre à créer un marché de la connaissance dans lequel toutes les connaissances sont brevetables. Ces brevets correspondent ainsi à des « parts du marché de la connaissance », qui permettent le profit des entreprises industrielles qui en possèdent la propriété exclusive.

Des critiques font cependant remarquer qu'il s'agit d'une aliénation de ce bien commun qu'était jusqu'alors la connaissance³. D'autres critiques portent également sur le fait de transformer l'école, la connaissance, la culture et les relations sociales en moyens au service de la croissance de l'économie⁴ ; ou encore sur le fait que la croissance prétendument infinie de cette « économie de la connaissance » reste limitée par les ressources matérielles finies⁵.

Le soutien de l'UE aux BdS est donc « à double tranchant » : sa logique de fond sert avant tout les intérêts des industries, de la croissance économique, à travers notamment la « valorisation » par des brevets, des connaissances et innovations co-produites entre chercheurs et acteurs non scientifiques. Mais en retour ces soutiens européens ne conditionnent pas les dotations financières à certaines méthodologies ou à certains résultats (nombre de brevets attendus par exemple) que devraient développer les BdS.

Ils constituent donc des instruments que certaines universités et/ou associations peuvent mobiliser librement pour d'une part développer leurs propres conceptions des enjeux et des processus de co-production de savoirs ou d'innovations, d'autre part défendre à travers eux des transformations des

³ Geneviève Azam, « Les droits de propriété sur le vivant », revue Développement durable et territoires, 2008. developpementdurable.revues.org/5443

⁴ Eric Martin, « Qu'est-ce que l'économie du savoir ? », 2012. iris-recherche.qc.ca/blogue/qu%25e2%2580%2599est-ce-que-l%25e2%2580%2599economie-du-savoir

⁵ Jean-Marc Jancovici, « La dématérialisation de l'économie : mythe ou réalité ? », présentation devant l'assemblée nationale, 2007. assemblee-nationale.fr/13/cr-grenelle/jancovici-complts.pdf

Sur la société de la connaissance voir oecd.org/fr/sti/sci-tech/leconomiefondeesurlesavoir.htm, sur la vision de la société de la connaissance par l'OCDE, et mots.revues.org/14263, une analyse critique de la vision européenne de la société de connaissance

relations Science-société et des alternatives aux modèles industriels et capitalistes (de l'agriculture, de la santé, etc). C'est dans cette « brèche ouverte » que s'insèrent les projets de BdS portés par certains collectifs en France et notamment celui de BEDE.

2) Les Boutiques des Sciences en France

En France, le renouveau des BdS s'est concrétisé par la courte mais significative expérience de la BdS de Cachan en 2005, qui a précédé l'apparition de celles de Grenoble en 2011, Lyon en 2013 et Lille en 2015. Les boutiques existantes se sont rassemblées en 2015 dans un réseau francophone à l'intérieur du réseau européen.

Je m'attacherai principalement ici à décrire la création, le mode d'hébergement et les sources de financements des différentes BdS françaises, leur fonctionnement sera détaillé plus en avant dans la synthèse des exposés de l'atelier de présentation (cf p.19).

Les Boutiques des Sciences précurseurs

Le renouveau des Boutiques des Sciences française a eu lieu en 2005, avec la naissance de la boutique de Cachan. Cette boutique, à l'initiative d'étudiants, a ainsi permis de développer 2 études bibliographiques (sur l'évolution de la biodiversité des blés et les outils de détections des plantes OGM). D'autres demandes de la société civile ont été formulées mais faute de renouvellement des étudiants porteurs et d'une absence de reconnaissance par l'administration cette boutique est à l'arrêt depuis 2008.

« l'Echop'à Sciences » de Grenoble en 2011, basée sur un fonctionnement et des financements associatifs, peut également être considérée comme une des BdS précurseur. Le projet, porté par des chercheurs impliqués dans la vie associative, ne correspondait cependant pas à la politique de l'université de Grenoble. Il leur a ainsi été impossible de pérenniser l'activité de la boutique, qui s'est arrêtée en 2013 malgré un engagement important des membres.⁶

La boutique des Sciences de Lyon

Fortement soutenue par les financements de différents projets européens, une étude de préfiguration de deux ans (2010-2011) à l'initiative du directeur de la COMUE financée par le projet européen PERARES, a permis de préciser les chercheurs et associations intéressées et de faire connaître le projet de BdS-Lyon, puis de co-construire un premier projet pilote de recherche de 18 mois, sur les problèmes de pollution d'un cours d'eau à côté d'un jardin ouvrier, à la demande de et en partenariat avec des associations de jardiniers et d'environnementalistes. Ce projet a également été appuyé par la région et a permis de poser des bases de fonctionnement, d'identifier de bonnes pratiques et des points de vigilance pour le dispositif ainsi créé.

En termes de budget le PALSE (Programme d'Avenir Lyon St Etienne) a financé le lancement de cette BDS. Le dispositif est par ailleurs inscrit dans le projet d'IDEX (Initiatives D'EXcellence, projet faisant partie du programme de financement national dit « investissements d'avenir »), lauréat en mai 2017, ce qui garantit son financement pour encore au moins 4 ans et donc une certaine pérennité.

La Boutiques des Sciences de Lyon est ainsi fortement intégrée dans la COMUE, (structure issue du regroupement des universités de Lyon et de St-Etienne), hébergée au sein du Service « culture, sciences et société » de l'université, d'où des financements stables et conséquents, ainsi qu'une visibilité et une garantie pour les appels à projets.

⁶ Rapport d'activité 2014 de l'association grenobloise Adreca-Contrevent : adrecacontrevent.files.wordpress.com/2015/02/adreca-contrevent-rapport-dactivitc3a9-2014.pdf. Ce document détaille la position de l'organisation qui est implantée dans l'associatif et accompagne les projets de recherche-action, mais abandonne la structure de BdS tout en gardant un objectif de devenir «une forme de laboratoire ou de centre de recherche-action, à base communautaire ».

La boutique des sciences de Lille :

La Boutique des Sciences de Lille fonctionne depuis 2015. Elle s'est constituée à l'initiative de 6 chercheurs issus de disciplines différentes, à la suite de la constitution en 2012 d'un groupement temporaire de recherche « Cité », qui visait à favoriser les interactions sciences-société. Le comité de pilotage, qui a porté l'enquête de préfiguration à la suite de la proposition de ce groupement de recherche, était constitué de chercheurs en sociologie et en physique, d'un ingénieur de recherche en physique, de deux étudiants, et d'un membre d'une association.

Cette préfiguration, commencée en octobre 2013, a été financée par la Région et par la communauté urbaine de Lille, elle a duré un peu plus d'un an.

La préfiguration et la création de cette Boutique se sont ainsi faites en trois temps :

Une première phase de bibliographie et d'enquête sur d'autres BdS, a permis de mettre en évidence un intérêt fort des chercheurs et des étudiants pour un renouveau des méthodes de recherche.

Une seconde phase de diffusion des résultats de l'enquête a permis d'informer puis d'affiner les attentes des différents groupes d'acteurs à travers des ateliers de réflexions restitués en plénière (50 participants). Cette phase a également permis d'identifier 20 personnes particulièrement motivées pour participer à la phase de « l'atelier scénario ».

La troisième phase a donc été consacrée à la réalisation de cet atelier scénario, en deux sessions réparties sur deux soirées de réflexion approfondie sur le dispositif. Ces deux sessions ont eu lieu de 18h-21h afin de s'adapter aux contraintes des participants, et un buffet était également offert. Suite aux discussions, il a été décidé (et possible) de faire héberger cette BdS au sein de la COMUE de Lille. Elle dispose de locaux mis à disposition par un organisme équivalent à la MSH de Montpellier, qui fait ainsi partie de la COMUE. Elle a menée 2 projets pilotes en 2015-2016, et deux autres en cours pour 2016-2017. Suite à une alternance politique, une partie des financements a été supprimée. Cette réduction du budget a donc mis en veille le fonctionnement de la BdS, un demi-salaire est toujours assuré, mais la possibilité de financer les projets de recherches sur des fonds propres a disparue. Des projets de recherche sont ainsi en attente de financements.

3) Les autres dispositifs de recherches collaboratives académique en France

Les boutiques des Sciences ne sont pas les seuls dispositifs qui veulent rapprocher le monde de la recherche et la société civile. Nous détaillerons ici quelques-uns des dispositifs de financement passés ou présent au sein des territoires français, et nous expliciterons les différences qui existent entre les BdS et ces autres « tiers-lieux scientifiques » tels que les fab-labs ou living-labs.

Les bourses de financement à destination du Tiers-secteur scientifique

« Le Tiers-Secteur Scientifique est constitué d'initiatives de la société civile dans lesquelles des citoyens lambda, des militants associatifs ou syndicaux, des usagers et des praticiens construisent collectivement des connaissances qui leur sont nécessaires pour atteindre leurs objectifs citoyens. Il comporte cependant une grande diversité de structures, d'objectifs, de moyens et de pratiques. »⁷

Les appels à projets régionaux :

En Ile-de-France le Conseil régional a porté les PICRI (Partenariats Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation), entre 2005 et 2015. Ils développaient des projets assez proches de ceux

⁷ Définition 2012 du tiers secteur scientifique par Glen Millot de l'association Sciences Citoyennes : sciencesci-citoyennes.org/le-tiers-secteur-scientifique-exemple-des-boutiques-de-sciences/

Sur le même sujet voir : sociologies.revues.org/5207#ftn8, basé sur l'étude des ASOSC en Bretagne

portés par les BdS, avec cependant une orientation forte vers les doctorants et post-doctorants et des budgets à compléter avec d'autres sources de financements, souvent sans mise à disposition d'animateurs salariés pour faire le lien entre société civile et chercheurs. Dans le Nord-Pas de Calais c'est un « programme Chercheurs Citoyens » assez proche d'un PICRI qui a été mené par le Conseil régional entre 2010 et 2016, mais qui n'a apparemment pas été renouvelé en 2017 pour des raisons inconnues.

En Bretagne le « programme de recherche pour l'Appropriation SOCiale des Sciences » (ASOCS) porté par le Conseil Régional a été créé en 2008, et a été en lien en 2011 et 2012 avec la tentative de création du « PERISCOPE » : Plateforme d'Échanges et de Recherches Interdisciplinaires entre Science et Société Civile Organisée pour le Pilotage et l'élaboration de l'Expertise.⁸ Les dernières nouvelles en ligne de ce programme de recherche datent de 2014.⁹

En Auvergne, le Pôle « Recherche, Enseignement supérieur et Innovation » du Conseil régional a lancé en 2012 un appel à projets grâce auquel deux projets ont été financés pour les années 2013-2014. En 2017 il ne semble pas que ce type d'appel à projet à destination des associations existe encore.¹⁰

Les Conseils régionaux ont en fait initié et expérimenté des formes de financements à destination de partenariats entre société civile et monde de la recherche, mais ces financements sont instables, et il n'en existe actuellement plus. Malgré un investissement initial¹¹, il semblerait que l'effet de mode soit retombé.

Les PSDR (Pour et Sur le Développement Régional)

Ce sont des projets de recherches portés par l'INRA et les Régions, issus d'une dynamique continue depuis 1993. Visant le développement territorial de l'agriculture, de l'agro-alimentaire ainsi que l'aménagement de l'espace et autres dynamiques rurales, les recherches sous label PSDR (5AO conjoint INRA/Région) sont pluri ou inter disciplinaires, impliquant des chercheurs des Sciences Humaines et Sociales autant que des Sciences biotechniques aux côtés d'acteurs de la société civile liés au monde agricole. L'accent est ainsi mis sur les relations entre partenaires scientifiques et de terrain dans la co-construction de recherches en lien avec le réel.¹²

Il s'agit néanmoins d'un dispositif national essentiellement piloté par les centres INRA, puis décliné par régions, chacune imposant par ailleurs ses normes spécifiques de gestion et de partenariat. Des conflits institutionnels dont je n'ai pas réussi à saisir la nature ont cependant mis fin aux programmes PSDR en Languedoc Roussillon.

Les bourses CIFRE : Conventions Industrielles de Formation par la REcherche

Ce sont certainement les dispositifs qui aboutissent au plus grand nombre de projets parmi ceux qui ont été présentés ici. Initialement destinés aux entreprises, ce sont des subventions qui financent environ la moitié du coût d'embauche d'un doctorant, pour des projets de recherche de trois ans mettant en lien l'entreprise, un laboratoire de recherche et le doctorant autour d'un projet de recherche objet de sa thèse défini par l'entreprise. Ces bourses permettent donc des collaborations de

⁸ mediations-sciences-societe.weebly.com/1/post/2011/04/lancement-de-priscope-avec-linstitut-universitaire-europen-de-la-mer-ieuem.html

⁹ alainpenven.blogspot.fr/2014/05/la-recherche-partenariale-et.html

¹⁰ Une recherche sur le site des appels à projets de la région ne renvoyant rien de concluant : auvergnerhonealpes.fr/89-guide-des-aides-appels-a-projet.htm?type=TYPE_APPEL&public=1

¹¹ Article qui détaille l'engouement qu'il existait en 2014 pour le financement de ce type de recherche par les conseils régionaux : avise.org/actualites/recherche-action-et-innovation-sociale-des-conseils-regionaux-investis

¹² psdr.fr/PSDR.php?categ=41&lg=FR

recherche entre entreprises ou associations et laboratoires publics, mais la deuxième moitié de chaque bourse doit être financée par des fonds propres ou à travers un appel à projet.

En 2016 seuls 4% des bourses CIFRE ont été allouées à des associations ou à des collectivités¹³. Le partenariat entre l'AVEM et l'INRA dans le millavois par exemple, a fait appel à ce genre de dispositif.

Les tiers-lieux scientifiques et techniques

Nous retiendrons ici la définition proposée sur le wiki du Movilab, un dispositif d'incubation de « modes de vie durables » né en 2010 d'un appel à projet du ministère de l'écologie. Les « Tiers Lieux » y sont définis comme des « espaces physiques ou virtuels de rencontres entre personnes et compétences variées qui n'ont pas forcément vocation à se croiser. »¹⁴

En ce sens, Living-labs, Fab-labs et Boutique des Sciences sont des tiers-lieux que nous appelons « scientifiques et techniques », à la différence des tiers-lieux de « co-action », plus souvent désignés comme des espaces de coworking, sur des projets d'habitation collective ou encore de jardinage communautaire.

Les Living-labs et la CSTI

« Un Living-lab est un écosystème d'innovation porté par les usagers, qui engage et motive toutes les parties prenantes, stimule le co-design et la co-création de technologies, de produits, de services, créé de nouveaux marchés et permet la transformation des comportements. »¹⁵.

Issu d'un partenariat Public-Privé-Population¹⁶, le Living-lab cherche donc à tester ou développer des services, des outils ou des usages nouveaux en faisant interagir ces trois mondes.

Dans ce contexte l'utilisateur est considéré comme l'acteur central de l'innovation, en tant que co-créateur et utilisateur. Son implication permet de favoriser l'alignement de l'offre sur la demande en terme qualitatif, de développer l'acceptabilité sociale des avancées technologiques¹⁷ et de lui permettre de « designer et d'expérimenter son propre futur »¹⁸

Même si certains déclarent que ce dispositif « permet à une population d'influer sur les évolutions de notre société et d'en appréhender les enjeux sociaux, technologiques et économiques »¹⁹ les objectifs par ailleurs affichés de « transformation des comportements », « d'acceptabilité sociale », et une orientation vers le développement de produits ou de services au profit essentiellement des entreprises, différencient fortement les Living-labs des BdS du moins en France,, puisque ces dernières sont avant tout maintenant des structures destinées à co-produire des connaissances pour et avec des organisations sociales et sans but lucratif.

De plus, les acteurs de la CSTI se rapprochent aujourd'hui des Living-labs dans un objectif de médiation scientifique²⁰ et il faut rappeler qu'en France les BdS sont historiquement opposées au concept de CSTI (Culture Scientifique, Technique et Industrielle), les financements initialement alloués aux BdS ayant été réorienté vers les CCSTI (Centre de Culture Scientifique Technique et Industrielle) dans les années

¹³ <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid22130/les-cifre.html###repartition>

¹⁴ movilab.org/index.php?title=D%C3%A9finition_des_Tiers_Lieux

¹⁵ Définition de l'European Network of Living Labs, cité par l'INRA : inra.fr/rencontresia/content/download/3560/34549/file/5.Guyomard.pdf

¹⁶ Inmédiat est un réseau regroupant un grand nombre de CCSTI : inmediats.fr/living-lab-inmediats-des-reseaux-methodes-et-outils-au-service-dune-innovation-ouverte-13/

¹⁷ techsapouest.com/LIVING-LAB-presentation.awp

¹⁸ alcoitra-innovation.eu/progetto/doc/Short_guide_on_Living_Labs_and_some_good_practices.pdf voir page 4

¹⁹ www.quaidessavoirs.fr/test/-/asset_publisher/e43Udiv6bqai/content/fab-lab

²⁰ inmediats.fr/wp-content/uploads/2014/12/Living-Lab.pdf

80. La stratégie nationale sur la CSTI a ainsi pour objectif d'« éclairer les citoyen(ne)s et leur donner les moyens de renforcer leur curiosité, leur ouverture d'esprit, leur esprit critique, et de lutter contre le prêt-à-penser, grâce aux acquis de la science et au partage de la démarche scientifique »²¹. Les CCSTI sont donc les lieux de vulgarisation du savoir scientifique auprès des citoyens les plus éloignés de la science et de la culture.

Ainsi, tandis que les CCSTI diffusent une culture scientifique et industrielle (en évitant d'aborder les sujets des technosciences : OGM et brevetabilité du vivant, clonage, nanotechnologies, biologie synthétique ; ou les controverses liées aux risques sanitaires, environnementaux, éthiques ou sociétaux d'innovations scientifiques), les BdS ne refusent pas de travailler avec des associations qui posent précisément ces questions (identification des cultures OGM par la BdS de Cachan, propriété collective de semences locales par la BdS de Lyon, par exemple). Les BdS ont d'ailleurs historiquement été créées par des citoyens, chercheurs et étudiants pour soulever ces questions d'impacts des innovations scientifiques sur la société, tandis que les CCSTI ont été créés en sens inverse comme des « outils d'adéquation rapides des sociétés en mutation aux contraintes de l'évolution technologique moderne »²²

Enfin, si les BdS cherchent à co-définir de façon scientifique des problèmes sociétaux grâce à des échanges entre membres de la BdS (incluant toujours des collectifs citoyens) puis à les résoudre ensemble, les Living-labs visent à co-concevoir des produits ou des services à travers des interactions avec des usagers intéressés, en utilisant des outils majoritairement numériques, pour des projets à l'initiative d'entreprises ou de collectivités territoriales.

Les fab-labs et makerspace

Les fab-labs et les Makerspaces sont des lieux physiques. Leur but est de permettre un travail en commun autour de machines, d'outils de programmation, ou parfois de processus industriels, et visent l'échange de connaissances à travers la formation entre pairs. Les fab-labs se différencient des Makerspaces par le fait qu'ils adhèrent à une charte rédigée par le MIT (Massachusetts Institute of Technology, prestigieuse université et institut de recherche américain), qui met en avant l'obligation d'une part de partager les connaissances entre tous les Fab-labs signataires, et d'autre part d'ouvrir ces espaces au public.

Ces « lieux » permettent essentiellement à des citoyens d'échanger entre eux et de monter ensemble des projets d'ingénierie. Ces projets ne demandent pas de « recherche » au sens scientifique du terme mais cherchent à prototyper et à créer des objets manufacturés. Ce sont ainsi des lieux qui visent la réappropriation des connaissances techniques par les citoyens, mais pas nécessairement la réappropriation du processus de recherche scientifique en amont de ces connaissances techniques. De plus, ce ne sont pas des lieux qui cherchent à mettre en contact le monde de la recherche scientifique et la société civile, car les ressources des autres fab-labs et de façon plus générale les ressources en ligne y sont considérées comme la source principale de connaissances extérieures à partager.

Les spécificités des boutiques des Sciences

En France les relations entre Sciences et Société sont donc souvent articulées autour de la diffusion des savoirs par les savants en direction des profanes à travers les CCSTI. Or, d'une part les savoirs sont multiples et peuvent également provenir de la société, et d'autre part la société peut avoir des demandes précises sans que la communauté scientifique puisse y apporter une réponse immédiate.

²¹ enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid113974/la-strategie-nationale-de-culture-scientifique-technique-et-industrielle.html

²² Rapport préparatoire de la Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette sur le CCSTI de Guadeloupe, 1990

C'est pourquoi les boutiques des Sciences sont avant tout pensées comme des espaces de dialogues et d'échanges entre chercheurs et membres de la société civile, mais elles sont aussi censées offrir des facilités d'accès à des financements qui permettent de conduire des projets de recherche collaborative à l'initiative de la société civile. Cette complémentarité de l'encadrement matériel et financier autour des projets de recherche est également associée à la mobilisation de méthodes facilitant la formulation des problèmes. C'est donc ce triple encadrement matériel, financier et méthodologique, qui permet la réalisation d'une recherche collaborative répondant aux attentes des OSC comme aux exigences des chercheurs.

Cela ne signifie pas qu'il est impossible pour des chercheurs et des OSC de s'entendre hors du cadre d'une BdS sur une méthodologie adaptée prenant en compte les besoins de tous. Cependant, dans un objectif de « répliation » de ces principes et postures encore assez marginaux, il est utile qu'un réseau capitalise et réinvestisse les connaissances accumulées au cours des différents projets de recherche collaborative ; d'où l'intérêt d'un réseau européen de BdS. Plus largement, les BdS et l'association Sciences Citoyennes cherchent à faire évoluer les mentalités, les politiques et les institutions d'encadrement et de financement de la science²³, en montrant que la co-construction de projets entre recherche et société civile n'aboutit pas à de la « mauvaise science »²⁴.

Le dialogue sciences-société en ce sens est ainsi plus difficile que ce que laissent croire les objectifs affichés des diverses institutions et programmes de financements qui « reposent sur une collaboration étroite entre laboratoires de recherche publics et organisations issues de la société civile dans toutes leurs diversités »²⁵, mais qui ne précisent pas les détails de cette collaboration.

Du côté des autres tiers lieux scientifiques, cet objectif de dialogue entre les différentes parties de la société n'est pas prioritaire, et le risque d'entre soi dans le milieu des fab-labs a déjà été critiqué, car malgré une exigence d'ouverture, ne rentrent dans le fab-lab ou le living-lab que ceux qui sont disponibles et intéressés par la démarche. L'accent mis sur la co-création, souvent autour de projets liés aux technologies informatiques, pose en réalité la question de qui participe à cette co-création et avec quels objectifs. Les Boutiques des Sciences rencontrent évidemment le même problème de disponibilité et d'intérêt des publics, mais les chartes des différentes BdS mettent cependant un accent clair sur l'objectif d'amélioration des conditions de vie des participants, et sur l'importance de s'adresser de façon spécifique au monde rural ou défavorisé. Les thématiques d'études au sein des BdS sont ainsi d'un autre ordre que celles des fab ou living-labs, principalement autour de questions environnementales ou sociales, et plus rarement autour de questions technologiques.

De plus les BdS, en cherchant à mettre en relation le monde de la recherche et la société civile, affrontent concrètement 3 problèmes récurrents : langages, rythmes d'actions et exigences de validation des connaissances, qui diffèrent entre ces deux mondes. Répondre à ces problèmes exige une volonté forte de partage entre les différents acteurs mais surtout une méthodologie explicite, afin d'obtenir des échanges réellement constructifs. La garantie que chaque acteur trouve un intérêt dans les résultats de la recherche co-construite est indispensable pour l'investissement de chacun.

²³ sciencescitoyennes.org/gouvernance-de-la-recherche-regulation-organisation-et-financement/

²⁴ sciencescitoyennes.org/pas-de-fumee-sans-feu/

²⁵ appel à projet PICRI 2015 iledefrance.fr/aides-regionales-appels-projets/partenariats-institutions-citoyens-recherche-innovation-picri

4) Les « laboratoires hors murs » et l'émergence d'un projet de Boutique des Sciences co-porté par BEDE et la MSH-SUD en Occitanie.

L'idée d'une BdS en Occitanie est issue à la fois des expériences de partenariats entre la recherche et les paysans suivis par l'association BEDE et d'une volonté de différents acteurs locaux à Montpellier de mettre en place un dispositif innovant articulant étroitement et concrètement Sciences et Société.

Les « Laboratoires Hors Murs pour l'agrobiodiversité »

Dans le cadre d'un projet monté en partenariat avec l'UMR INNOVATION et l'UMR CEFE, BEDE a initié et coordonné, entre 2013 et 2015, un programme de recherche financé par Agropolis Fondation²⁶ visant à construire sur le terrain des collaborations entre le monde agricole et la recherche grâce à un dispositif appelé « laboratoire hors murs ». Ces collaborations ont permis de faire émerger en France, mais aussi au Bénin et en Algérie, les questions des praticiens et des représentants d'organisations paysannes locales autour de l'agrobiodiversité. Ces questions ont pu être discutées avec des chercheurs d'universités nationales proches géographiquement ou thématiquement des communautés paysannes (d'où émanaient ces questions), et reformulées entre paysans et chercheurs afin d'aboutir à des projets de recherche co-construits.

Ces derniers ont permis entre autres de trouver des pistes de solutions de lutte agroécologique contre des ravageurs du haricot niébé, d'entretenir la biodiversité cultivée au sein des vergers de figuiers et de dattiers en Algérie, par exemple. Dans ce cadre BEDE a également travaillé avec l'association des Semeurs du Lodévois-Larzac et l'Association Vétérinaires et Éleveurs du Millavois sur la question de la démocratisation de la recherche et des formes que peuvent prendre les partenariats entre chercheurs et associations.

Des documents de synthèse en matière de démarches collaboratives en agrobiodiversité ont également été rédigés, mais tous les projets de recherche-action co-construits n'ont pu être menés à terme par manque de financements pérennes.

Ce programme a pris place en même temps que le projet DARE²⁷ (Democratizing Agricultural Research in Europe) également porté par BEDE, qui entre 2013 et 2015 a permis l'organisation de 4 rencontres constituant un premier réseau européen multi-acteurs (paysans, activistes, chercheurs) permettant l'échange d'expériences sur l'innovation paysanne et la recherche collaborative en Europe.

Il s'agissait là d'une première étape d'un processus visant d'abord à réfléchir à une méthodologie, puis à intégrer les différents acteurs de ces collaborations au sein de projets de recherche-action pérennes, développant une gestion dynamique et une meilleure valorisation de la biodiversité agricole. Ces deux ans d'expérimentation des « Laboratoires Hors Murs » ont ainsi ouvert de nombreuses pistes de recherches mais ont également fait surgir le manque crucial d'un maillon : un cadre de concertation permanent où les agriculteurs puissent échanger de manière régulière avec un panel de chercheurs autour de leurs questions. BEDE a donc besoin pour continuer son projet « Laboratoire Hors Murs » d'un tel cadre de concertation associations/chercheurs, or un tel cadre correspond assez bien à ce qu'il est possible de faire avec une BdS. BEDE cherche donc maintenant à faire naître une BdS, qui ne serait cependant pas à son usage exclusif, mais au sein de laquelle elle pourrait effectuer une étape de ses projets « Laboratoire Hors Murs ».

²⁶ agropolis-fondation.fr

²⁷ <http://www.bede-asso.org/collaborations-par-theme/coconstruction-savoirs-biodiversite-cultivee/oser-democratiser-la-recherche-en-europe-dare-democratizing-agricultural-research-in-europe/>

Parallèlement à ce projet, la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier faisait l'objet d'une importante restructuration la conduisant à formuler un projet d'avenir et un positionnement original pour garantir sa pérennité dans un espace régional en pleine reconfiguration. En effet, le Languedoc Roussillon a fusionné avec Midi Pyrénées en 2016, mettant en danger l'existence d'institutions existant dans l'une et l'autre région quand elles étaient distinctes.

Pour que la MSH-SUD de Montpellier conserve une place dans l'espace institutionnel régional il lui fallait se positionner face à son « homologue » toulousain. Elle a donc produit un projet scientifique, qui vise à favoriser la recherche interdisciplinaire à travers des appels à projets, l'hébergement de plateformes de recherches et la formation des étudiants aux méthodes interdisciplinaires, mais cherche également à développer les relations des citoyens avec le monde de la recherche. Cette réflexion sur les liens entre citoyens et recherche est conjointe avec celle de l'association ALLISS (ALLiance Science-Société), qui cherche à promouvoir les coopérations entre recherche, acteurs sociaux et acteurs économiques et à produire des recommandations pour les puissances publiques basées sur ces expériences de coopération.

De ce projet scientifique émerge alors la volonté de la MSH d'aller à la rencontre du tissu associatif de Montpellier pour identifier des moyens et innover en matière d'articulation sciences/sociétés, en offrant son espace renouvelé dans les locaux de Saint Charles pour accueillir, promouvoir et participer à l'animation de cette articulation. Les Assises Sciences-Société co-organisées par la MSH et ALLISS en partenariat avec tous les organismes de recherche et de formation supérieure de Montpellier, sont une traduction concrète de cette volonté. Elles ont permis aux chercheurs et acteurs de la société civile d'échanger sur ce thème entre le 3 et le 5 juillet 2017, afin de faire reconnaître l'importance d'actions collaboratives pour renforcer le soutien des institutions et des politiques publiques. Ces Assises ont ainsi offert l'opportunité pour BEDE et la MSH de présenter le projet de BdS en Occitanie encore en gestation, et de chercher des partenaires.

[La vision de la BdS Occitanie par BEDE.](#)

Le projet de créer une BdS initié par BEDE est ainsi inséré dans un projet plus large porté par la MSH-Sud. Comme nous l'avons expliqué plus haut, il reprendrait le concept de « laboratoire hors murs ». Pour BEDE, il s'agit de mettre en place les moyens d'un cadre de concertation pérenne entre scientifiques et paysans, avec une structure qui survivrait aux ponctuels projets de recherche action participative (d'une durée toujours limitée à deux ou trois ans), en s'appuyant sur des financements institutionnels localisés et stabilisés en complément de financements plus classiques d'appels à projets.

La mise à disposition de locaux et l'engagement d'un salarié à la fois pour la MSH-Sud et la BdS, permettraient en effet d'assurer l'animation de rencontres régulières, nécessaires pour la formulation et la reformulation des questions paysannes, mais aussi de respecter les temps des chercheurs et des paysans, avec des financements permettant d'engager et d'encadrer les opérateurs, étudiants en master, doctorants ou chercheurs, qui pourraient ainsi mener à bien des programmes de recherche à la demande du terrain.

Cette BDS est aussi pensée comme une des étapes concrètes du processus de renouvellement de la recherche agricole promu par BEDE, en s'appuyant sur l'expérience des associations qui ont déjà eu ces partenariats avec la recherche grâce aux Laboratoires hors murs ou à travers d'autres projets. Cette BdS vise également à sécuriser les interactions pour que les associations et les agriculteurs puissent s'impliquer et s'exprimer aux côtés de scientifiques, c'est pourquoi il est essentiel que son fonctionnement soit co-construit.

Les autres acteurs de la BdS

Bien que l'association BEDE soit à l'origine de cette idée de boutique des sciences en Occitanie, elle est loin d'être seule à porter le projet et à souhaiter qu'il aboutisse.

Localement la MSH-SUD, (Maison des Sciences de l'Homme, « Sciences Unies pour un autre Développement ») est une émanation de la COMUE de Montpellier, structure qui associe des universités, grandes écoles et tous les organismes de recherche présents autour de Montpellier. Installée sur le site récemment rénové de St-Charles à Montpellier, elle dispose de nombreux locaux (mais relativement peu de financements).

C'est elle qui a réuni lors des Assises Sciences-Société les acteurs du monde de la recherche, citoyens, associations, entreprises et élus pour construire un dialogue constructif entre savoirs d'origines différentes. L'un des enjeux étant de développer des coopérations équilibrées et durables, c'est dans le cadre de cet événement qu'ont eu lieu les premiers ateliers de présentation et de co-construction de la Boutique des Sciences. Même si le travail de création a été délégué à BEDE, cette BdS serait hébergée dans les locaux de la MSH et animée en partie avec cette institution, il s'agit donc bien d'un co-portage (deux réponses conjointes à des appels d'offre ont d'ailleurs été rédigées et sont en attente de décision des bailleurs : COMUE et Fondation de France).

Les Petits Débrouillards (lespetitsdebrouillards.org), premier réseau national d'éducation populaire à la science et par la science et premier réseau national d'éducation au développement durable dispose également d'une antenne montpelliéraine et est intéressé pour assurer une mission de médiation entre les associations avec lesquels elle est en contact et la Boutique des Sciences, de la même façon que BEDE informe les associations paysannes de l'existence de la BdS. Ces deux médiateurs permettent donc de toucher un large réseau associatif.

Au niveau national l'association Sciences Citoyennes²⁸, par l'intermédiaire de Glen Millot (salarié), accompagne les différentes BdS françaises, et à ce titre participe aux différentes étapes de démarrage de la BdS Occitanie. Cette association est impliquée à différents niveaux dans le mouvement actuel de réappropriation citoyenne et démocratique de la science, afin de la mettre au service de la connaissance comme bien commun. Cette association cherche en effet à refonder le système de recherche autour d'un nouveau contrat non marchand entre sciences et société, permettant aux associations et aux citoyens de participer à l'orientation de la recherche.

En tant que stagiaire je me suis intéressé à ces interactions Sciences-Société non pas dans l'idée d'une meilleure performance des entreprises et/ou d'une amélioration du fonctionnement de la société actuelle grâce à la recherche, mais parce que je suis convaincu de l'effondrement à venir de la civilisation thermo-industrielle, après lequel des modèles complètement différents de société et de recherche scientifique seront indispensables. Notre avenir à plus ou moins long terme sera donc tel que je le conçois un monde beaucoup plus incertain qu'actuellement, dans lequel la mise en place d'adaptations pertinentes à l'évolution de l'environnement climatique et social sera déterminante. La co-réflexion et la réalisation conjointe de ces adaptations entre scientifiques et autres acteurs impliqués de la société civile me semblent être les meilleurs moyens de faire évoluer la société (scientifiques inclus) dans une direction souhaitable. Mais la forme de cette « interaction » est à réfléchir en détail, étant donné la défiance d'une partie du milieu alternatif (que j'imagine être celui de demain) à l'égard des scientifiques qui, de leur côté, s'arrogent le droit de prescrire ce qui leur semble bon pour la société et de prétendre qu'ils sont bien en interaction avec la société civile²⁹. L'action de la sphère politique se résumant au niveau national à un rôle de facilitateur de l'activité

²⁸ sciencescitoyennes.org

²⁹ Voir zad.nadir.org/spip.php?article4180 en réponse à zad.nadir.org/spip.php?article4151, une initiative de l'EHESS pour défendre la ZAD en tant qu'intellectuels.

économique et, au niveau local à des actions engageant des acteurs de la société civile avec peu de moyens. Dans le prolongement de ce stage, je réaliserai d'ailleurs un service civique sur Montpellier pendant l'année scolaire 2017-2018, et souhaite à titre bénévole m'investir dans le démarrage de la BdS, en participant à l'atelier-scénario ainsi qu'aux éventuelles réunions à venir de démarrage et de fonctionnement de la BdS.

Les associations du RSP constituent un troisième groupe d'acteurs partenaires. Elles sont constituées d'agriculteurs organisés qui défendent une agriculture biologique et paysanne. Celle-ci est définie comme une agriculture sociale et territorialisée, caractérisée par des pratiques non standardisées, valorisant la diversité du vivant et les interactions entre humains et plantes cultivées : les paysans y sont des producteurs d'agro-biodiversité³⁰. Ces associations en Occitanie, ont déjà des expériences de collaboration avec des chercheurs mais les jugent soit trop brèves – dans le temps -, soit trop ciblées en faveur d'enjeux qui leur échappent, soit encore trop limitées par les règles de financement actuelles de la recherche dite « participative ».

Le Réseau Semences Paysannes insiste depuis sa création en 2003 sur la nécessité de co-construire les connaissances sur les plantes cultivées entre praticiens et chercheurs³¹ pour lutter contre la prolifération des variétés industrielles et contre la dépendance semencière, imposées par les grands groupes. Contre les producteurs d'artefacts, l'artificialisation des milieux et des semences, ces producteurs revendiquent leurs propres compétences en matière de pilotage de la biodiversité³². Plusieurs programmes européens ou nationaux auxquels le RSP a contribué³³ ont souligné toutefois le poids des obstacles réglementaires (leur logique descendante et asymétrique qui nie toute compétence aux agriculteurs), limitant les innovations et les débouchés économiques pour les variétés de pays, niant toute reconnaissance officielle aux semences paysannes et aux variétés

II] Enquête et atelier de présentation du 3 juillet

La méthode de montage d'une BdS à Montpellier a suivi celle préconisée par Science Citoyenne. Nous reprenons donc ici ces principales étapes d'une démarche déjà expérimentée ailleurs et que j'ai pris en charge, et réalisé, pour les acteurs initiateurs présentés ci-dessus.

Une enquête d'intéressement

Avant de lancer la création d'une BdS il est nécessaire de connaître les attentes, les besoins et éventuels points de vue de multiples partenaires potentiels (chercheurs, associations, étudiants, bailleurs...) de ce type de dispositif. Pour cela une enquête par questionnaire a été conçue et réalisée entre le 15 juin et le 1er juillet (deux questionnaires en ligne différents ont été proposés pour les associations et les chercheurs). L'enquête a été adressée à des listes non exhaustives, établies avec BEDE et Pascale Moity-Maïzi.

Un atelier de présentation

En même temps que ce questionnaire, des invitations ont été envoyées par mails aux groupes visés (chercheurs, institutions locales, associations). Il ne s'agissait pas seulement de faire remplir le questionnaire mais aussi d'inviter tous les acteurs potentiels à l'atelier de présentation qui se déroulerait pendant les Assises Sciences-Société à la MSH.

³⁰ Note d'intention de BEDE pour des dispositifs pérennes de recherches actions participatives en soutien à la gestion dynamique de la biodiversité cultivée in situ. 2017.

³¹ RSP, BEDE, FSC, PEUV, 2011

³² Blandin 2009 ; Larrère, 2002

³³ FSO 2012, REPERE 2009, SOLIBAM 2014

1) Rédaction du questionnaire et réalisation de l'enquête

Chaque questionnaire (annexe vi) a été accompagné d'un texte expliquant les contours d'un Boutique de Sciences. Les premières questions à destination des organisations de la société civile (terme qui regroupe les associations, coopératives, groupements d'agriculteurs, collectifs citoyens...) portaient sur l'identification des thématiques qui les intéressaient ou qu'elles traitaient. Une seconde partie du questionnaire devait permettre d'estimer leur capacité à s'investir dans des projets de recherche. Une troisième partie du questionnaire devait nous renseigner sur leur niveau et sources de financement ainsi que sur le nombre de salariés présents dans la structure. Une question portait également sur la familiarité des associations avec le monde de la recherche. Une estimation de l'intérêt pour les différents aspects du dispositif ainsi qu'un espace d'expression libre en fin de questionnaire leur permettait de décrire les projets qu'elles envisageaient de mener en lien avec la BdS.

Les questions à destination des chercheurs portaient d'abord sur le type et les thèmes de leurs recherches, puis sur leur implication potentielle dans les différentes missions de la BdS, sur leur familiarité vis-à-vis d'interactions avec la société civile et sur leur intérêt général pour le dispositif.

Les associations comme les chercheurs étaient également invités à donner leur avis de façon ouverte sur l'initiative, puis à indiquer leur mail s'ils souhaitaient être tenus au courant des suites de la démarche.

Ces différents questionnaires en ligne étaient inspirés par ceux qui avaient été utilisés auparavant par la BdS de Lille lors de son enquête de préfiguration. Ils ont été adaptés au contexte montpelliérain, caractérisé par le projet de créer une BdS thématique, s'adressant à des associations travaillant dans les champs de l'agroécologie, de la biodiversité et de l'alimentation.

L'enquête a donc été logiquement envoyée aux associations et chercheurs déjà sensibilisés par ces thématiques voire ayant déjà manifesté un intérêt pour le projet, mais également à des listes de diffusion plus larges (via recensements de listes d'associations en ligne). Au total, 239 associations et 162 chercheurs ont été sollicités par mail direct, donc sans compter les personnes ayant reçu l'enquête par des mailing lists qui ont également été utilisées. D'autres acteurs (chambres d'agriculture, responsables région et Métropole) ont également été invités à participer aux Assises et éventuellement à transférer le mail auprès d'acteurs intéressés, chercheurs ou associations. Les taux de réponse sont assez bons pour un questionnaire par mail, avec 28 associations et 38 chercheurs qui ont effectivement répondu. Ces réponses sont à considérer en nombre de répondant et non en potentiel pourcentage de répondants, car le nombre de personnes ayant effectivement reçu le mail ne nous est pas connu (envoi sur des listes de mails de taille importante, diffusion du mail de contact au sein des réseaux...)

2) Déroulement de l'atelier de présentation

Suite à cette enquête dite de préfiguration, l'atelier de présentation permet à la fois de présenter le principe des boutiques des sciences et d'exposer les résultats de l'enquête. Les boutiques des sciences sont en effet des dispositifs qu'il est nécessaire de présenter car ils sont peu connus, tant dans le monde de la recherche que dans la société civile. L'enquête de préfiguration permet aux organisateurs de justifier auprès de bailleurs de l'intérêt des chercheurs et des associations pour ce type de structure, de recenser les acteurs souhaitant s'impliquer dans la démarche et à travers eux de se faire une première idée des orientations que pourra prendre la BdS.

Contexte Assises Sciences-Société à la MSH-SUD

L'atelier de présentation a eu lieu pendant les Assises Sciences Sociétés, événement organisé dans les locaux de la MSH-SUD. Ces assises ont réuni pendant trois jours, du 3 au 5 juillet 2017, des acteurs du monde de la recherche, des citoyens, des associations, des entreprises, ou encore des élus. L'objectif était de construire un dialogue entre savoirs d'origines différentes, et de développer des coopérations

équilibrées et durables autour de cette thématique de dialogue renouvelé entre les sciences et la société.

Une cinquantaine d'ateliers ont ainsi eu lieu pendant ces trois jours, dont un grand nombre sur des thématiques très proches voire recoupant celles de la boutique des sciences. Le nombre très important d'intervenants et d'ateliers a cependant obligé le déroulement en simultané de réflexions semblables, qui auraient gagné à être construites entre tous les intervenants concernés.

Une prise de note collaborative au cours de tous les ateliers et quelques référents chargés de suivre un grand nombre d'ateliers ont permis d'élaborer rapidement une synthèse générale de l'événement, qui a montré entre autres choses l'importance et la diversité des structures de médiation dans ce dialogue science-société.

C'est donc au cours de cet événement qu'a eu lieu notre atelier, en deux sessions, le lundi 3 juillet. Les participants à cet atelier étaient les initiateurs du projet de BdS, des invités extérieurs sollicités pour faire part de leurs propres expériences des BdS, et un public large de personnes curieuses ou intéressées, pour un total d'une cinquantaine de personnes.

1^{ère} session : contexte de l'évolution des BdS en Europe et en France

Différents intervenants invités ont ainsi pu préciser la notion de BdS au cours du premier atelier :

-Glen Millot, de l'association Sciences Citoyennes, a fait une présentation générale du dispositif des Boutiques des Sciences en France et en Europe, et a détaillé comment Sciences Citoyennes accompagne les BdS françaises.

- Bertrand Bocquet, initiateur de la BdS de Lille, a présenté cette expérience née en 2014.

- Pauline Bryère, de la BdS de Lyon, a présenté cette dernière-née en 2015.

- Sophie Martin : chercheuse à l'université de Montpellier, a présenté la plateforme de recherche action COGITHON, à destination des personnes en situation de handicap mental, hébergée à la MSH et dont le fonctionnement se rapproche de celui d'une BdS. L'enjeu de sa présence était de voir dans quelle mesure les deux dispositifs pourraient à moyen terme fusionner ou cohabiter au sein de la MSH.

Il s'agissait de montrer qu'il existe différents modèles de fonctionnement de BdS qui naissent du contexte et des attentes locales. Le contenu de cette session a ainsi été repris dans la description que j'ai faite des boutiques de sciences en Europe et en France, (p.5-6).

2^{ème} session : Contexte de l'émergence d'une BdS en Occitanie

Bob Brac de la Perrière, coordinateur général de l'association BEDE, a exposé les raisons qui avaient fait émerger l'idée d'une boutique de science en lien avec la MSH. Ces éléments ont été décrits page 11 et 12, puis analysés page 16

J'ai ensuite exposé les résultats de l'enquête de préfiguration pour permettre à tous de prendre connaissance des différents points de vue d'acteurs, de leurs convergences et divergences éventuelles, puis de faire un point sur le niveau d'intérêt et d'implication potentiel des acteurs ayant répondu à l'enquête. Les résultats ainsi que leur analyse sont disponibles pages 18-19.

Echanges et propositions autour de la BdS en Occitanie

A la suite de ces exposés, des discussions ont porté sur les différentes expériences de chacun en termes de recherches collaboratives, sur les pistes de financements et sur le nom que l'on souhaitait utiliser pour remplacer le terme de « boutique », considéré comme inadapté. Une première tentative d'identification des degrés d'implication possibles des personnes présentes, dans une future BdS à

Montpellier, a été conduite, mais ses résultats ne sont pas pertinents : il était encore trop tôt, et de plus pour un public disparate, de se positionner clairement sur des rôles ou formes d'engagements dans une BdS.

III] Synthèse des contenus de l'atelier de présentation et analyse des résultats de l'enquête.

Environ 75 personnes ont assisté à la première session et environ 50 à la deuxième. Les participants étaient majoritairement issus du monde de la recherche et de la formation, mais des acteurs du monde associatif étaient également présents.

1) Synthèse du fonctionnement des BdS exposés pendant la 1^{ère} session

Il s'agit ici de synthétiser le fonctionnement, les spécificités et points communs des différentes BdS présentées en première session, afin d'en extraire des éléments de réflexions pour le montage de la BdS en Occitanie.

Fonctionnement de la BdS Nord de France :

A Lille les demandes ou questions des associations sont recueillies par un dépôt en ligne, par mail ou par rencontre. Un Conseil d'orientation stratégique hiérarchise les demandes recueillies. Puis les sujets sélectionnés, souvent assez vagues, sont précisés au cours de 2 ou 3 réunions dans les bureaux de la BdS, entre le Conseil d'Orientation Stratégique et la structure demandeuse.

Ce Conseil d'Orientation Stratégique (COS) est constitué d'une quinzaine de personnes, dont une moitié de chercheurs, « experts » bénévoles dans différents domaines, d'un représentant de la CSTI de Lille, d'un représentant de la Comue (qui est le salarié de la BdS à mi-temps), d'un représentant de la MESHS (institution qui met à disposition les locaux), et de 2 ou 3 représentants du monde associatif. Sa composition est en fait assez variable selon les disponibilités et l'intérêt de chacun à participer à la reformulation des questions ou sujets, mais les chercheurs y constituent néanmoins un noyau assez stable.

Il s'agit aussi pendant les réunions qui suivent le travail de sélection du COS, d'expliquer à l'association demandeuse quel type et quel volume de travail il est possible de réaliser en prenant pour référence la durée d'un stage de master 2. Un enseignant-chercheur pertinent est ensuite identifié comme tuteur, et un étudiant est ensuite recruté par cet enseignant ou par une annonce sur la plateforme des stages de l'université. Les enseignants-chercheurs, bien que souvent occupés, sont intéressés par la démarche.

La convention de stage se fait alors entre la BdS, l'association demandeuse et le tuteur enseignant. Les projets de recherche coûtent environ 5-6000€, et sont financés par la BdS, qui assure donc à la fois le financement et le lien avec le monde de la recherche.

Le stage commence en février et est encadré par la BdS tout au long du processus, puis l'étudiant présente ses résultats par oral et écrit à l'association demandeuse qui les valide. Un rapport de forme académique est ensuite présenté en septembre, et mis en ligne sur la page de la boutique de Lille³⁴.

En termes de points faibles la BdS de Lille fait face à des financements limités malgré un intérêt important des chercheurs et des étudiants, ou même de certains praticiens, collectivités ou bailleurs sociaux dont les demandes sont refusées faute de moyens. Ainsi, seuls 4 projets ont été menés depuis le lancement de cette BdS.

³⁴ cue-lillenorddefrance.fr/?q=culture-patrimoine-societe/boutique-des-sciences

Sa force principale réside dans l'attention qu'elle porte à la phase préliminaire de reformulation de la demande entre le bureau de la BdS et l'association demandeuse, ce qui fait que de nombreuses associations sont intéressées, plus d'ailleurs que ce que la structure peut traiter, alors que la boutique ne fait pas de publicité. Cette BdS envisage cependant de former d'autres acteurs pour constituer un réseau de relais physique au sein du territoire (médiathèque, autres associations) afin qu'ils puissent informer de l'existence du dispositif et relayer des demandes vers la BdS. Une volonté existe également de mettre à profit les activités en enseignement supérieur ou en expertise qui occupent maintenant les 20% du temps des doctorants. Elargir la base de chercheurs impliqués et stabiliser les membres du Conseil Scientifique d'Orientation est fortement souhaité par les membres de la BdS. Cette stabilité des engagements est au moins aussi importante que celle des financements, pour garantir la pérennité du dispositif.

Fonctionnement de la BdS de Lyon :

A Lyon, la collecte des demandes se fait par le même biais, avec cependant une plus grande difficulté à trouver des associations intéressées. Cette difficulté est peut-être due à la forte intrication de la BdS dans l'environnement universitaire, mais peut-être également liée au nombre très limité de projets financièrement réalisables, qui entraîne peut-être un épuisement des demandes associatives. Une stratégie de communication paraît nécessaire mais n'est cependant que peu efficace pour faire émerger les demandes de partenariats de la part des associations. Les associations rurales sont néanmoins bien représentées dans les structures demandeuses, ce qui est la preuve d'une certaine visibilité de la BdS malgré son ancrage institutionnel très marqué.

Les demandes sont généralement recueillies jusqu'en juillet pour un traitement l'année suivante. Ici c'est un Conseil Scientifique de la BdS qui reformule et hiérarchise les demandes recueillies. Il implique des personnes du milieu universitaire, et réunit environ 10 personnes en septembre pour étudier et préciser les demandes déjà un peu mises en forme et sélectionnées pendant l'année scolaire précédente.

Ce conseil scientifique identifie les formations de Master et les stagiaires qui pourraient y répondre, à travers une ou des offres de stage rédigées par la BdS. Le recrutement des étudiants se fait donc entre septembre et décembre, puis une rencontre par projet a lieu entre associations, étudiants et tuteurs de stage au début du stage en février, pour confirmer la forme de la question reformulée par le conseil scientifique.

Les étudiants effectuent ensuite leurs stages dans les locaux des associations, encadrés par leurs tuteurs associatifs respectifs, leur tuteur académique et un encadrant de la Boutique des Sciences. Trois formations réparties au cours des stages permettent de rassembler les étudiants qui effectuent des stages au sein de la BdS pour leur permettre d'échanger sur leurs stages, d'approfondir leurs connaissances sur la recherche participative, et de se former à l'échange avec les associations (communication et forme des rendus oraux et écrits).

Les stagiaires sont ainsi encadrés par un tuteur associatif, un tuteur académique et un tuteur de la BdS, et sont payés par la BdS, ce qui facilite la réalisation des projets. Les synthèses vulgarisées sont ensuite présentées lors de restitutions publiques, et le rapport vulgarisé est également posté sur le site de la Boutique des Sciences de Lyon³⁵.

Les restitutions publiques ont du succès, preuve que le rendu intéresse à la fois les acteurs demandeurs mais aussi le reste de la société civile, et les étudiants sont très satisfaits de ces stages, qui les forment au dialogue recherche-société civile, et à l'interdisciplinarité ; qui leur donne aussi le sentiment d'être

³⁵ boutiquedessciences.universite-lyon.fr

utiles. Un point fort de cette boutique des Sciences c'est son financement pérenne et conséquent (financement Idex), qui lui permet de disposer de deux salariés à mi-temps et de financer les salaires des stagiaires. La BdS de Lyon cherche maintenant à consolider ses liens avec les autres activités du service qui l'héberge au sein de l'université, avec par exemple des consultations citoyennes, et souhaite comme Lille inclure davantage les étudiants en doctorat.

Depuis son démarrage officiel en 2013 et grâce à une importante reconnaissance institutionnelle, la BdS de Lyon a encadré 37 projets, et a élargi le modèle « classique » basé sur un stage de 6 mois d'un étudiant en master 2 à des projets tutorés insérés dans le cursus, ou des « challenges » faisant intervenir un grand nombre d'étudiants pendant 48h autour d'un problème soulevé par une association. Une logique pédagogique forte est donc à l'œuvre dans cette boutique très intégrée au fonctionnement de l'université. Cette force est aussi une faiblesse liée aux décalages entre calendriers (scolaire / exigences des acteurs du terrain). Cette BdS essaie d'y remédier par une diversification des méthodes d'intervention, en réalisant par exemple un « hackaton » ponctuel rassemblant un grand nombre d'étudiants pendant quelques jours sur une question de la société civile et pour des projets plus courts, ou en proposant des projet tutorés insérés dans le cursus des étudiants.

Points communs, divergences et éléments de réflexions :

Ces deux BdS ont en commun de s'être dotées d'une charte rapidement après leur création qui, bien que non contractuelle, permet de préciser les termes de la coopération entre structure qui fait une demande, enseignant-chercheurs et étudiants.

Ces deux BdS cherchent également aujourd'hui à diversifier et accroître le nombre d'enseignants chercheurs impliqués dans le dispositif car elles sont toutes deux plus ou moins restées sur la base des chercheurs initialement intéressés par le projet.

Le stage M2 de 6 mois de février à juillet est également une contrainte commune, qui fait que les étudiants et les associations, bien que satisfaits, ont parfois un sentiment d'inachevé, auquel pourrait par exemple répondre un suivi post-recherche sur les impacts de la coopération.

Dans la même optique, elles se posent la question du dépassement de la logique opérationnelle autour de « micro-projets ». Ce dépassement est souhaité à Lyon, afin de pouvoir élargir l'utilisation des résultats de la recherche sur d'autres territoires et auprès d'autres organisations, ce qui est envisagé d'ici quelques années. Bertrand Bocquet de la BdS de Lille souhaite aussi accumuler un certain nombre d'expériences pour monter en généralité, et travailler sur la notion de recherche participative, mais précise cependant que la BDS n'est pas le seul dispositif intéressant, et qu'il existe d'autres possibilités pour poursuivre le travail engagé sans que la BdS ait vocation à tout centraliser.

Ces deux exemples montrent également l'importance d'une reconnaissance institutionnelle locale de la BdS, qui reste la porte d'entrée pour accéder à des financements pérennes, autorisant le financement autonome des projets de recherche. Il est cependant impossible de se mettre complètement à l'abri des aléas politiques, et la stratégie visée par BEDE et ses partenaires et de diversifier au plus possible les sources de financements de la BdS en Occitanie.

Ces deux BdS sont en réalité relativement similaires dans leur fonctionnement par rapport à la diversité au niveau européen, et le quatuor demandeur/stagiaire M2/tuteur académique/tuteur BdS donne l'impression que l'on a finalement affaire à des plateformes d'offres de stages, donc à des dispositifs assez orientés vers la formation des étudiants. Contrairement à la vision des initiateurs de la BdS en Occitanie, l'accent est au final peu mis sur les interactions entre chercheurs et associations, (notamment une faible attention semble donnée à la découverte et à la compréhension du terrain de travail des associations par le monde de la recherche). Comme nous le développerons plus loin, les

étudiants peuvent dans ce contexte à la fois être le lien entre monde associatif et monde de la recherche, mais risquent également d'être une barrière entre ces deux mondes qui n'échangent pas si facilement.

Tableau 1 : Comparaison des différentes Boutiques des Sciences françaises

	ENS Cachan	Echop'a science (Grenoble)	Boutique des Sciences Nord de France	Boutiques des Sciences de Lyon	Boutique des Sciences en Occitanie ?
Types de stage et d'étudiants	? stage M2 probablement	De L1 à M2	M2 préféré	De L1 à M2	Doctorants ?
Types de production et de retour	Etudes biblio	De 1 à 8 mois, biblio et terrain	6 mois, biblio et terrain (enquête)	Biblio ou terrain : 6 mois + autres formes moins « BdS »	3 ans ? Objectif de publication ?
Nombre d'études réalisées et durée de fonctionnement	2 études en 3 ans	6 études en 2 ans	4 en 2 ans	37 en 5 ans	Deux projets pilotes en 2018-2019 ?
Acteurs « internes » faisant fonctionner et interagir la BdS	Etudiants, peu d'informations	Bureau, Référent boutique, Référent scientifique, Encadrant.	Conseil Scientifique et d'Orientation constitué de Chercheurs et de la Société civile	Conseil Scientifique constitué d'universitaire, tuteur associatif, tuteur académique, tuteur BdS.	A définir, importance des acteurs associatifs
Origine des financements	?	Complémentarité Europe (Perrares) et région (appel Université citoyenne et solidaire)	COMUE : ½ salarié MESHs (≈MSH) : locaux Région : Financements	Très intégré dans la COMUE (service médiation), Idex pour 4 ans. Au début financements Européens et Université de Lyon (PALSE)	Envisagé : Région, MSH pour locaux, Métropole, Agropolis Fondation, Fondation de France, iSite Muse ?
Thématiques abordées	Toutes, mais les études réalisées ont porté sur la biodiversité, et les OGM	Toutes (fourneau à bois, techniques de construction, compost, potager urbain, précarité et secteur de la connaissance, demande sociale en histoire)	Toutes (recherche sur la BdS, immigration et engagement associatif, trame verte et bleue, coopération associative internationale)	Toutes (beaucoup)	Agriculture voire juste agrobiodiversité dans un premier temps, puis élargissement à la santé et l'alimentation à l'avenir.
Date et initiateurs de la BdS	2005 par des étudiants, à l'arrêt depuis 2008	2011 par l'association Adreca : Association pour le développement d'une recherche citoyenne et active, à l'arrêt depuis 2013	Fonctionne depuis 2015, suite à l'initiative d'un groupe de chercheurs au sein d'un labo en 2012	2013, suite à une initiative du directeur de la COMUE en 2010	BEDE et MSH-SUD en 2017, en cours de montage
Lien vers charte	³⁶	Site non fonctionnel mais charte accessible ³⁷	³⁸	Cf annexe ii	« Charte de bonne conduite » du Réseau Semences Paysannes ? ³⁹

³⁶ http://boutiquedessciences.free.fr/pmwiki/uploads/Main/charte_bds_cachan_2004_04_15.pdf

³⁷ https://adrecacontevent.files.wordpress.com/2014/07/echopascience_rapportqualitatif_2012.pdf page 24 pour le fonctionnement, page 29 pour la charte.

³⁸ http://www.cue-lillenorddefrance.fr/sites/default/files/charte_bds_ndf.pdf

³⁹ <http://www.semencespaysannes.org/bdf/docs/spsynth6mai.pdf>

2) Enjeux et stratégie de l'association BEDE

Il serait abusif de parler de « la vision de la BdS que porte BEDE », car ses membres se posent encore entre eux la question de savoir comment se positionner par rapport à ce projet. Leur vision est donc plurielle et évolutive. Il s'agit donc ici de synthétiser et d'analyser la vision actuellement à l'œuvre dans cette association, sous réserve d'évolutions ultérieures, pour orienter les discussions de l'atelier et pour défendre l'idée d'une gouvernance associative qui ferait la particularité de la BdS en Occitanie.

Bob Brac de la Perrière, coordinateur salarié de BEDE n'a donc pas présenté une expérience de BdS, mais a présenté la position de l'association dans ce projet, par rapport aux différents risques perçus.

Risques perçus par l'association

Un des risques est de fonder une BdS dont les membres associatifs n'ont pas une vision claire, ou n'arrivent pas à organiser leurs besoins autour d'un fonctionnement détaillé. Un second risque c'est que les chercheurs et/ou les bailleurs orientent le pilotage du dispositif vers des méthodologies de co-construction qui ne soient pas suffisamment à l'écoute des besoins des acteurs de la société civile. Les programmes de recherche risquant alors de s'orienter vers une recherche conventionnelle pseudo-participative, incompatible avec la vision de la recherche que porte BEDE. Ce risque d'une implication décroissante des membres associatifs est donc étroitement lié avec celui d'une certaine méfiance vis-à-vis de l'implication d'organisations qui pourraient ne pas être en phase avec le projet de la BdS selon BEDE.

Positionnement de BEDE

Afin d'avoir certaines garanties sur l'implication et les valeurs des différents partenaires, BEDE souhaite dans une certaine proportion choisir les participants qui seront conviés aux ateliers scénarios, donc identifier des associations et chercheurs qui ont déjà eu des partenariats avec BEDE ou autres membres du RSP. Cela offrira de plus une certaine unité sur les valeurs fondamentales du dispositif, unité nécessaire pour s'entendre autour du projet commun qui sera posé pendant l'atelier scénario.

Pour se prémunir d'une dérive potentielle de la BdS vers un fonctionnement déconnecté des besoins du terrain, BEDE propose également à ses partenaires potentiels un pilote de la BdS. Ce pilote (annexe viii) reste évidemment à discuter. Il permettra néanmoins d'expliquer aux partenaires potentiels, et notamment aux bailleurs, que cette BdS cherche à mettre en place un modèle de recherches collaboratives, différent des modèles habituels de recherches participatives. Il s'agit cependant de financer de manière durable ce dispositif et les projets de recherches qui seront conduits à travers lui, et BEDE a donc répondu à divers appels d'offres, auprès de fondations telles que la Fondation de France ou encore la Fondation Agropolis, qui annoncent vouloir favoriser le développement d'une recherche en lien avec la société civile. Des discussions sont également en cours avec la Région Occitanie pour capter des financements complémentaires de moindre ampleur. Un appel à projet de type CSTI a été envoyé, la réponse a cependant été négative.

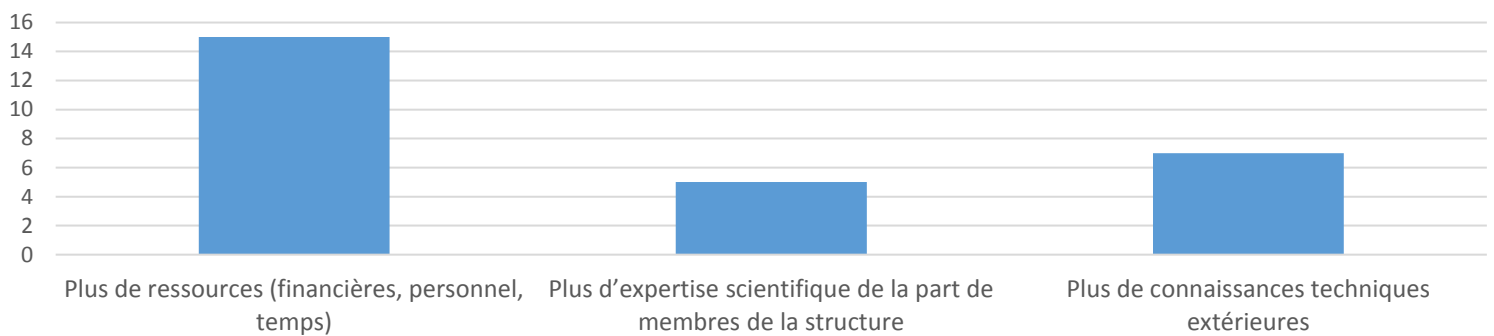
L'atelier scénario, et la réflexion collective qu'il permet sur le fonctionnement de la BdS, a aussi pour rôle d'après BEDE de compléter les attentes identifiées pendant les Labo Hors Murs sur l'agrobiodiversité. BEDE ayant déjà une certaine connaissance de la recherche collaborative, il ne s'agit pas de suivre à la lettre le modèle de BdS développé ailleurs en France ou en Europe, mais de s'en inspirer voire de le faire évoluer car les valeurs fondamentales portées par les BdS correspondent à celles portées par BEDE. C'est d'ailleurs tout l'intérêt de la méthodologie adaptable utilisée pour le montage des BdS, qui permet de construire des structures en phase avec les besoins des porteurs et des territoires.

Pour résumer, il est donc considéré comme capital - sans que BEDE soit l'entité aux commandes du dispositif - qu'un portage des projets par la société civile soit garanti, afin que la boutique des sciences sécurise l'interaction, et que les associations soient sûres de pouvoir s'exprimer et que leurs avis soient effectivement pris en compte. Ainsi, il s'agit de trouver des partenaires convaincus par le projet et ses valeurs, avec lesquels la forme de la BdS puisse être débattue. C'est avec eux qu'il faudra composer au sein du ou des bureaux/conseils/commissions, qui seront décidés et dont les membres seront désignés pendant les ateliers scénarios.

3) Analyse des résultats de l'enquête

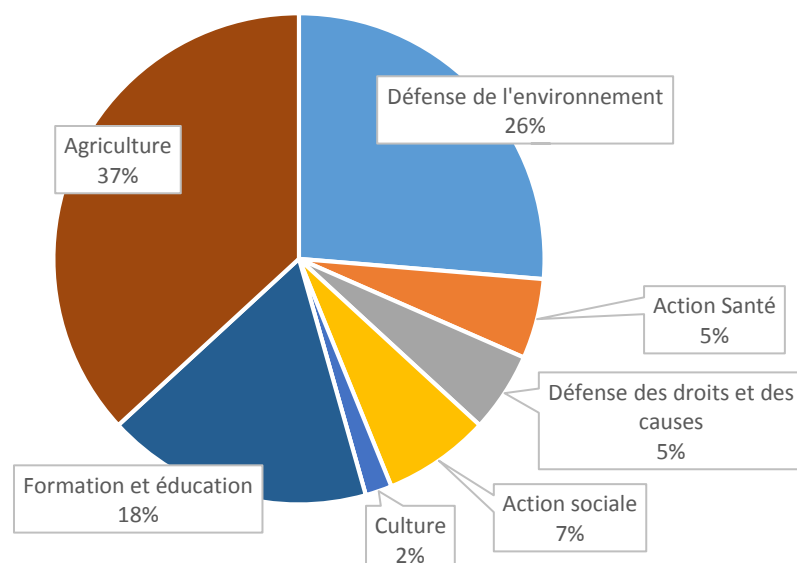
Du côté des organisations de la société civile, avec 28 réponses représentant 21 associations, 1 SARL, et 2 SCOP, (plusieurs répondants par organisation) les profils des intéressés sont liés à l'agriculture, à la préservation de l'environnement ainsi qu'à la formation/éducation. 17 répondants signalent un intérêt certain à court ou moyen terme pour ce projet, cependant même pour les mieux dotés le manque de financement est un facteur limitant de leur investissement dans la conduite de recherches portées grâce à ce dispositif.

Éléments limitants pour le développement des activités des 17 associations intéressées (plusieurs réponses possibles)



Pour les thèmes d'activités, l'agriculture, la formation et la défense de l'environnement dominant :

Quel sont les domaines qui correspondent le plus à l'activité de votre structure?



En termes de thèmes des projets de recherche, très peu de ces acteurs font allusion aux thématiques de la santé et de l'alimentation. Soulignons également que pour certains la BdS est également perçue comme un partenaire de formation.

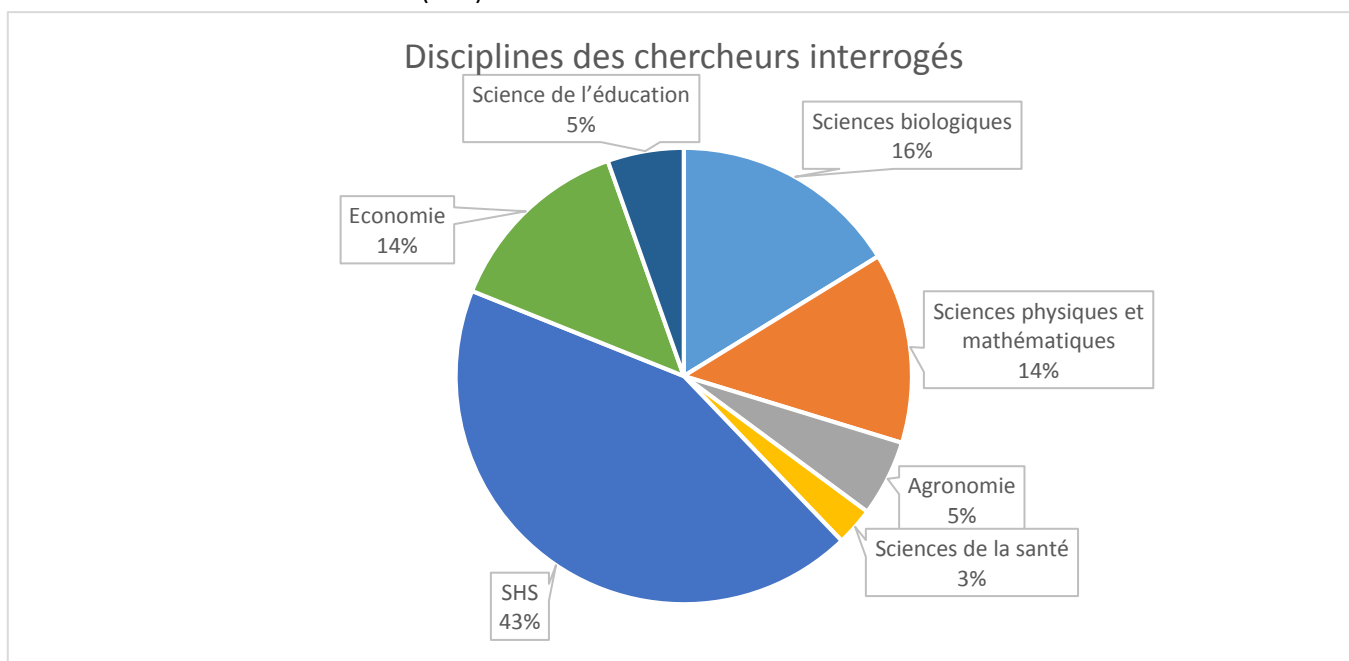
Ils évoquent en effet à peu près tous l'agriculture, avec des questions ciblant des problèmes précis :

- Comment nommer les semences paysannes pour qu'elles restent un bien commun?
- Comment utiliser/valoriser l'urine humaine sur spiruline, vigne ou bioponie
- Vérifier les effets du BRF de pin sur la croissance des plantes et la vie du sol
- Comment développer un verger sec méditerranéen pour l'agroécologie
- Projet pilote agroécologique
- Comment évaluer l'impact des pratiques agricoles sur les nappes phréatiques
- Faire une typologie des consommateurs en boutiques paysannes et marchés
- Faire une typologie des participants au mois de l'agroécologie (septembre 2017)

Mais quelques-uns proposent aussi des thèmes plus généraux:

- Transition agroécologique en zone inondable
- Programme pluridisciplinaire en agroécologie et agroforesterie
- Etude des Complémentarités Biodiversité et Potager

Du côté des chercheurs, 38 ont répondu (sur plus d'une centaine de personnes contactées) : ils sont issus de champs disciplinaires très variés, avec cependant une majorité de chercheurs issus des sciences humaines et sociales (SHS) :



Il s'agit peut-être ici d'un biais lié à l'accès limité aux adresses de tous les chercheurs universitaires montpellierains (l'université de Montpellier qui comporte le plus d'enseignants-chercheurs en sciences du vivant en particulier, nous était presque inaccessible). De plus, le temps très court et la période estivale n'ont pas joué en notre faveur dans l'exhaustivité des réponses

A l'exception d'un seul chercheur, tous se sont dits intéressés ou très intéressés par ce projet de BdS, Ils s'interrogent cependant sur le terme de "boutique" et préfèrent plutôt celui d'"atelier". Ils

soulignent également une évolution en cours des financements de projets de recherches participatives, vers plus d'injonctions aux interactions du monde de la recherche avec la société civile.

On constate aussi que ces répondants ont déjà une certaine familiarité du monde des associations à Montpellier car de nombreuses organisations ont déjà travaillé avec eux sur des projets de recherche, ce qui a permis à plusieurs d'entre elles d'avoir déjà réfléchi aux difficultés, notamment financières, exigées par la coordination d'un projet avec des chercheurs.

4) Synthèse et leçons à tirer des discussions

Les discussions ont ainsi principalement pris place pendant la deuxième session de l'atelier. Très dynamiques, elles ont montré un niveau d'intérêt élevé des participants.

Orientation des thématiques

La question de l'orientation des projets de recherche vers les thématiques de la santé, envisagée dans un premier temps, a été abandonnée suite au trop faible nombre de réponses et de personnes présentes dans ce domaine de compétences lors de cet atelier, malgré un pôle santé important sur Montpellier. Les chercheurs et les associations de ce domaine ont été difficiles à cibler, par manque de connaissance du milieu médical par l'association BEDE et par les personnes-ressources du stage. Il s'agit cependant d'une communauté qui pourrait être intéressée à terme, et qui a déjà développé ses propres outils participatifs autour desquels il serait intéressant d'échanger. La BdS en Occitanie n'est donc pas définitivement fermée à cette thématique, un élargissement des sujets de recherche est toujours possible à l'avenir.

Cependant la phase de construction de la BdS et de définition/sélection de projets pilotes sera conduite avec une majorité d'acteurs déjà connus des porteurs de la BdS, lesquels n'ont d'ailleurs pas tous pu participer à l'atelier. Il s'est ainsi avéré difficile de toucher toutes les associations et tous les chercheurs pour l'enquête initiale malgré des listes de destinataires déjà très larges (la trop courte période disponible pour la réalisation de l'enquête/invitation, et la période estivale pendant laquelle elle a été menée ont sans doute joué en défaveur de l'enquête et de la participation à l'atelier). Pendant les discussions de cette seconde session, une question a dominé : « Comment on communique (pour et dans le cadre de la future BdS) ? », c'est à dire à travers quels outils et dans quels lieux physiques (ou en ligne). Elle est apparue importante car elle oriente dès le départ les publics ciblés.

Importance de l'étudiant

Le rôle de l'étudiant (master ou doctorant) a été souligné à plusieurs reprises, car en tant qu'intermédiaire entre le monde de la recherche et les associations, c'est lui qui est chargé d'échanger avec les associations pour qu'elles s'approprient et appliquent le protocole co-constitue, et pour qu'elles puissent se former et développer leur propre vision de la méthode scientifique. Ainsi, pour faire de la recherche auprès de paysans, il est important que l'étudiant ait un minimum de formation et que l'agriculteur n'ait pas à l'« encadrer ». Le choix de l'étudiant est donc crucial pour les associations, qui devront avoir leur mot à dire lors de la phase de recrutement d'un « chargé d'étude ».

On peut alors souligner l'absence quasi-totale d'étudiants autres que le stagiaire dans ces sessions et dans la réflexion sur la création de cette BdS. Une attention particulière devra y être portée si l'on souhaite les impliquer, qu'ils soient ingénieurs, master 2 ou doctorants. Cette association des étudiants dans la création de la BdS pose également la question du type d'étudiant qui participera au projet de la BdS, les stages courts termes de M2 étant jugé par BEDE comme trop limités.

Rappel des initiatives déjà existantes en recherche collaborative

Certains collectifs du RSP ayant plusieurs expériences de projets de recherche, ils ont déjà rédigé des chartes autour de la recherche participative. La prise en compte de ces documents sera ainsi essentielle au cours de la construction de la BdS Occitanie.

La « Société d'horticulture et d'histoire naturelle de l'Hérault » représentée lors de cet atelier a rappelé qu'elle a toujours fonctionné (depuis environ 150 ans) comme une BDS, en synergie avec la fac de pharmacie, cependant à destination exclusive de ses adhérents. Cette société dispose d'un site où sont publiés en accès libre des travaux⁴⁰. D'une manière plus générale, elle nous permet de comprendre que les sociétés savantes sont des acteurs stratégiques, dont l'importance n'avait pas été identifiée lors des premières réflexions. Du fait de leur expérience en matière de recherches collaboratives ces acteurs méritent d'être mobilisés dans la co-construction de la BdS Occitanie.

La question de la différence entre les BdS et différents programmes de recherches collaboratives tels que les PSDR et les PICRI (cf p.9) a également été posée. Bien qu'ils semblent assez proches de l'objectif de co-construction des méthodes de recherches portés par les BdS, ils ne sont pas considérés par tous comme des dispositifs mettant en place de véritables méthodologies de co-construction de la recherche en lien avec la complexité de la demande associative. Il ne s'agit cependant pas de les évacuer mais de s'inspirer avec prudence de ces modèles dont les dimensions innovantes ont été soulignées par ailleurs.

Prise en compte de l'expression de la société civile au sein de la BdS.

Un paysan ne pourra pas porter seul une demande de recherche. Il a donc été souligné que rejoindre une association ou un collectif était non seulement facile mais également important par exemple autour des réflexions et pratiques sur les semences.

Le souhait de parité entre membres de la société civile et autres membres de la BdS a été exprimé par Bob Brac de la Perrière (BEDE), qui a souligné le risque d'une dérive du fonctionnement vers des logiques trop institutionnelles, dont la société civile risque d'être exclue. Il insiste donc sur l'importance que ce dispositif soit animé ou porté par une association, en précisant que l'objectif de BEDE n'est pas de centraliser toutes les recherches participatives de Montpellier mais bien d'accompagner celles qui entrent dans son champ de compétences !

Co-légitimité du partenariat chercheurs/associations

La visibilité et la légitimité sont également recherchées par les associations qui souhaitent collaborer avec les chercheurs qui ont les mêmes préoccupations qu'elles. La BdS cherche donc à développer une reconnaissance de la société civile notamment vis-à-vis des financeurs de la recherche. Il s'agit pour les membres des associations qui s'engageront de faire reconnaître leur propre travail de recherche, d'accéder à des financements au même titre que les organismes de recherche, permettant de garantir une rémunération compensatoire du temps passé pour la recherche (temps de réunions, d'encadrement, de valorisation - séminaires, forums etc-). Il s'agit donc de reprendre un mécanisme déjà formalisé par le RSP (Réseau Semences Paysannes) : c'est là un principe éthique partagé par tous ceux qui se sont investis dans l'émergence d'une BDS Occitanie. Cette question du financement et donc de la valeur du temps de recherche et des connaissances coproduites est un élément essentiel à penser ensemble.

De façon complémentaire les chercheurs ont également fait remarquer que pour eux aussi la collaboration avec la société civile au sein d'une BdS reconnue, pouvait être source d'une meilleure légitimité, notamment pour accéder à des financements qui exigent des partenariats recherche-société

⁴⁰ s2hnh.org, avec par exemple des travaux sur la mouche de l'olivier

civile et pour mieux valoriser leurs engagements auprès d'associations pour co-produire des connaissances avec elles. Cette légitimité est cependant à nuancer avec le fait qu'une partie relativement importante du monde de la recherche déconsidère encore ce type de partenariat, estimant qu'ils aboutissent à des résultats de moins grande qualité scientifique, difficilement valorisables en publications. On a même affaire parfois à une critique de ce type de partenariat comme preuve d'un manque d'imagination des scientifiques qui vont chercher leurs questionnements auprès de la société civile.

Financement

Financements et impacts de la recherche ont été très liés dans les discussions, nous les rapportons ici de façon séparés pour la clarté du propos.

En terme de financement, il est tout d'abord nécessaire de différencier les moyens attribués aux projets de recherches (salaires du ou des opérateurs, frais de transport, équipements...) et les moyens attribués à la BDS elle-même (salaire de l'animateur qui s'occupe de la logistique et des échanges, bureau, salle de réunion...). Une réponse à appel à projet de la Fondation de France a été proposée pour le financement de projets et d'une partie du coût de fonctionnement de la future BdS. Pour compléter la prise en charge de ces coûts structurels, la stratégie visée par BEDE et la MSH est de capter des financements pérennes de la part de la Région et de la Métropole. Le réseau européen des boutiques des sciences Living Knowledge est également en train de chercher des pistes pour favoriser à l'échelle européenne un appui financier direct des COMUE aux BdS, sur le modèle de Lyon. Il faut rappeler que la MSH-SUD fait partie de la COMUE de Montpellier, mais disposant de peu de moyens financier elle est prête à mettre gratuitement des bureaux à disposition de la future BdS Occitanie.

Concernant d'autres pistes de financements davantage axées sur la prise en charge des projets thématiques que porterait la BdS, il a été souligné que de plus en plus d'appels à projets (ceux de la Fondation de France, ou de la Fondation Agropolis notamment) cherchent à intégrer des collectifs régionaux auprès des chercheurs. Dans ce sens, la Coordination européenne des Semences Paysannes ("Libérons la diversité Europe") qui effectue une veille sur ce type d'appel à projets est une base arrière pertinente. De plus, au niveau européen les financements FEADER (Fond européen agricole pour le développement rural, faisant partie de la PAC) permettent de financer des stages de type PEI à Supagro, il serait intéressant d'explorer de quelle façon ils pourraient être utilisés par la BdS. L'idée d'une intégration dans l'iSite MUSE ou dans les EUR (Ecoles Universitaires de Recherche) a également émergé pendant les discussions, BEDE et la MSH n'y sont pas opposés et sont en train d'étudier cette possibilité qui n'avait pas encore été envisagée.

Le modèle promu par la BdS est donc celui de projets de recherches partant des praticiens, pour lesquels un collectif chercheurs-société civile cherche des financements à travers le dispositif reconnu au sein de la MSH. La possibilité de fonctionner dans l'autre sens, c'est-à-dire dans une logique de réponses à des appels à projet portées par des scientifiques, sur des thèmes spécifiques et certes négociés en partie entre les uns et les autres, a également été évoquée. Cependant ce modèle existe déjà, BEDE comme le RSP en ont une bonne expérience (BEDE est actuellement partenaire avec le RSP du projet COEX porté par le CIRAD principalement et financé par la Agropolis Fondation) ; il s'agit avec la BdS de partir des initiatives du terrain plutôt que de se « rajouter » comme partenaires sur de gros projets dont la gestion et les enjeux finaux comme les résultats échappent encore à la société civile.

L'objectif de non-marchandisation des résultats de la recherche, un des critères d'acceptabilité de la demande historique pour les Boutiques des Sciences, a également été discuté. Aujourd'hui ce critère est variable selon les boutiques des sciences en France. Il a été précisé que sur des problématiques agricoles, les associations et les paysans évoluent dans un cadre de rentabilité de leurs activités, mais la BdS se place cependant dans une logique différente de celle d'un bureau d'études, car le

« produit » n'est pas l'expertise du chercheur, mais à la fois les résultats et la démarche d'échange et de co-construction entre les chercheurs et les associations. C'est un des points qu'il sera nécessaire d'éclaircir lors de la formalisation de la BdS en Occitanie.

Pour finir, le financement des recherches portées par des associations ou dispositifs type BDS repose toujours sur de longues négociations, et la diversité des sources de financements (région, recherche, fondations privée...) est importante afin de garantir une certaine pérennité et une impartialité nécessaire du dispositif comme des résultats des recherches.

Impact ou utilité de la recherche ?

En lien donc avec la question des financements, la question de « l'impact » et de l'utilité de la recherche a constitué un point central des discussions en seconde session de l'atelier. Des situations négatives ont été décrites, de projets de recherche « participatifs » où les chercheurs et étudiants ne reviennent pas auprès des paysans qu'ils ont mobilisés, ou qui produisent des connaissances dans un langage qui n'est pas partagé. La BdS s'engagerait à modifier ces pratiques, ce qui suppose un engagement initial des chercheurs et des étudiants à changer leurs habitudes académiques, en systématisant les restitutions locales et la co-construction d'un langage commun, qui permettrait une innovation sur les concepts utilisés par chacun.

La question de l'impact est stratégique. Mais la notion elle-même pourrait porter à confusion dans la mesure où certains organismes de recherche, tels que l'INRA, l'utilisent déjà pour décrire ou évaluer « l'impact » non d'une recherche mais d'une publication : cet impact est mesuré avec un certain nombre de critères notamment le nombre de fois où elle est citée, renvoyant a priori à la fréquence d'utilisation et à l'étendue de la diffusion des résultats. Pour une BdS, il ne s'agit pas de mener une simple « vulgarisation » des résultats, terme potentiellement dévalorisant et également sujet à débat. L'objectif porté par les différents participants est bien de conduire tout un processus de production d'un langage commun avec co-validation des résultats de la recherche selon des critères co-construits, qui implicitement renvoient à des impacts. Ainsi, au terme du projet de recherche, les résultats doivent être compréhensibles et de qualité pour tous sans être moins bons que les résultats issus d'une recherche « conventionnelle ». Cet objectif ambitieux nécessite donc un apprentissage réciproque, car chacun doit prendre l'habitude de travailler avec l'autre et comprendre ses exigences et critères ou normes d'action.

En ce sens l'articulation entre les intérêts du chercheur, de l'association, de l'étudiant voire même du salarié de l'association, doit être mûrement réfléchi. Car si tous les acteurs ne sont pas intéressés et engagés par tout le processus et par les résultats de la recherche, il est à craindre que l'utilité du temps investi soit considérée comme faible voire nulle. Or la compréhension d'un autre point de vue visant à développer un langage commun exige une motivation et une disponibilité importantes, incompatibles avec un désintérêt vis-à-vis du projet de recherche. Il est donc important que les associations s'approprient aussi la démarche, laquelle peut amener des réflexions innovantes tant pour le projet de recherche lui-même que pour le fonctionnement et les objectifs de l'association. L'exemple a été donné d'une association qui vient en appui technique aux collectivités sur la « Trame verte et bleue », sur un projet de recherche qui cherchait à évaluer l'appropriation de ce concept de « Trame verte et bleue » et l'acceptation ou le rejet des aménagements par les acteurs locaux, habitants et jardiniers. L'étude ayant montré que ces acteurs locaux ne connaissaient quasiment pas le concept, il a été conseillé à l'association de développer ou de réorienter ses objectifs afin de faire d'abord connaître le dispositif et les aménagements au public cible comme première étape vers l'objectif d'appropriation.

Dans l'autre sens, le monde de la recherche doit également comprendre la vision des praticiens, et accepter de se familiariser avec des visions du monde et du vivant parfois plus sensibles que « scientifiquement rationnelles ».

L'idée a aussi été évoquée de se mettre en lien avec des équipes professionnelles de la valorisation de la recherche, et de passer par ces services pour rendre plus vite accessibles les résultats de la recherche co-construite au plus grand nombre. La responsabilité de la BdS vis-à-vis de la diffusion de ces résultats est ici évidente, c'est pourquoi il est envisagé d'évaluer systématiquement les impacts et enjeux multiples des recherches menées au sein de la BdS : changements des visions de la recherche, utilité sociale, environnementale, politique, etc...

Quelle dimension réellement régionale pour une structure basée à Montpellier ?

Le fait que la BdS soit portée par BEDE et dispose d'un espace à la MSH, qu'elle soit de ce fait fortement implantée à Montpellier pose la question de l'ambition régionale du dispositif. A travers les différents réseaux et contacts des porteurs du projet de BdS ainsi qu'à travers des étapes événementielles telles que les Assises Sciences Société, l'objectif est d'atteindre cette échelle régionale dès les premiers projets, dans l'optique d'accéder à un plus grand nombre de financements. Un pôle à Toulouse est jugé nécessaire, et c'est dans cette optique qu'un représentant du Muséum d'histoire naturelle de Toulouse s'est déclaré d'emblée intéressé par un partenariat. Il s'agit maintenant d'évaluer si ce genre de structure est bien un relai interdisciplinaire et neutre qui pourrait participer activement à la BdS Occitanie. A Toulouse également Laurent Hazard, chercheur INRA, partageant les valeurs portées par BEDE et par le projet BdS, constituerait un relai pertinent pour construire cette dimension régionale. Enfin, le collectif Agroécologie (collectif-agroecologie.fr) semble également être un partenaire potentiel dans cette ville.

Autres rôles de la BdS

Quelques interventions ont également mis sur la table la question des autres rôles potentiels de la BdS, avec par exemple une proposition de construire, tester et formaliser d'autres modes d'interactions entre société civile et monde de la recherche, ou encore une proposition de créer un « label » BdS, qui certifierait différents projets comme réellement collaboratifs et qui ferait prendre conscience et connaître les sciences citoyennes.

La taxonomie

Le changement de nom du dispositif a été considéré comme impératif afin d'enlever la notion marchande, et pour mieux définir ses contours et ses fonctions possibles, au-delà de transmettre des demandes des OSC aux chercheurs. « Atelier » et « Passerelle » ont été proposés comme alternatives.

Une façon de réfléchir à cette question est de discuter collectivement autour d'une grille « lieu/action/sujet » :

Lieu/dispositif : Boutique, Fabrique, Atelier, Passerelle, laboratoire hors murs, interface...

Action : Production, co-construction, collaboration, coopération...

Sujet : Science, recherche-action, connaissances...

Des noms plus libres ont également été proposés :

BOSS : Boutique Occitane de Sciences Société

COCORICOS : CO-CONstruction de Recherche Innovante de CONnaissances pour la Société

FOSC : Fabrique Occitane des Sciences Citoyennes

Tentative de méthode participative

Un nuage de post-it a ensuite permis à chacun d'exprimer ses attentes ou sa vision du projet d'une Boutique des Sciences. Dans le même temps il était proposé à chacune des personnes présentes dans la salle d'indiquer son niveau d'implication possible dans cette prochaine BdS, avec quatre niveaux possibles :

Gouvernance / conseil d'experts / porteur de projet / être tenu informé

Pour l'instant seuls des chercheurs sont intéressés par les missions pourtant centrales de gouvernance et de conseil « d'expert » (le mot « expert » a également été discuté, conseil d'orientation ou de reformulation conviendrait peut-être davantage). Il manquait cependant encore une vision claire des charges, rôles, relatifs à ces niveaux d'implication, c'est donc un point qui sera re-discuté pendant les ateliers scénarios qui constituent l'étape suivante dans la construction d'une BdS.

Cet exercice collectif a également permis de montrer la difficulté qu'il pouvait y avoir à utiliser des méthodes d'animation participatives.

5) Difficultés de l'atelier de présentation

Ces deux sessions, bien que réussies au vu de la richesse des échanges, ont cependant souffert de quelques lacunes, que nous détaillerons ici dans une optique d'amélioration continue.

La forme peut-être trop universitaire et peu interactive des exposés a peut-être été à l'origine de la désaffection d'un certain nombre de personnes entre les deux sessions, qui s'est traduite par un nombre inférieur de participants dans la seconde session (passé de 80 à 50). De même la séance des post-it, qui se présentait comme un exercice interactif n'était au final pas assez claire (ni pour le public ni pour les organisateurs...), elle aurait mérité plus de préparation et une formalisation de la trame d'animation.

Pendant cet atelier un choix a été fait de ne pas distinguer chercheurs institutionnels et membres d'associations, afin de rappeler que les savoirs sont d'égales valeurs, que la société civile peut être porteuse d'une démarche de recherche et que les acteurs de la recherche peuvent être porteurs d'une démarche civile. Une répartition des différents acteurs selon une distinction qui se base sur les méthodes d'actions et l'identification de leur environnement d'action aurait cependant permis de collecter des données sur l'origine des participants, afin de quantifier la part de chacun dans le collectif et de réduire l'impression finale qu'il y avait une majorité de chercheurs institutionnels dans le public.

Faire circuler une feuille de renseignements à remplir de façon non obligatoire aurait été souhaitable pour permettre aux participants d'indiquer leur milieu voire leur implication souhaitée, et de collecter les adresses des personnes intéressées. Cela nous aurait permis d'obtenir une estimation du « rapport de disponibilité » entre associations et chercheurs institutionnels à cette période de l'année, particulièrement chargée pour les paysans membres d'associations.

Le peu de temps disponible pour la réalisation et l'analyse des résultats a déjà été souligné, et nous pouvons rappeler à titre de comparaison que les enquêtes de préfiguration des BdS de Lille ou de Lyon ont chacune duré plus d'un an. A une autre échelle, une discussion et un point clair sur ce qu'on attendait du stagiaire pendant l'atelier de présentation (qui n'a certes pas non plus pris l'initiative d'une telle rencontre) auraient peut-être facilité mon implication : je me suis en effet senti un peu désengagé de mon rôle pourtant prévu d'assistant animateur.

IV] Perspectives

A la suite de cet atelier de présentation, la méthode de « fabrication » d'une Boutique des Sciences proposée par Science Citoyenne et que suit BEDE préconise l'organisation d'un atelier dit « Atelier-scénario », qui permet de formaliser un peu plus la structure.

BEDE souhaitait initialement organiser l'atelier scénario en septembre, cependant devant l'importance, pour la suite du processus, d'une bonne organisation de l'atelier scénario et du choix des participants, cet atelier a été reporté à fin 2017. Des participants dont des praticiens concernés ayant déjà été repérés pendant les Laboratoires Hors Murs, cet atelier ne s'appuiera pas forcément sur tous les participants du premier atelier de présentation comme cela est classiquement le cas pour le montage d'une BdS, mais privilégiera des praticiens familiers des Laboratoires Hors Murs et du projet de BdS en Occitanie. Ce report de date permettra également de connaître l'ampleur des financements disponibles, qui ne seront validés qu'en octobre, afin de réfléchir sur des bases concrètes.

1) L'atelier scénario

Il avait initialement été imaginé que l'atelier-scénario prendrait place pendant le mois de l'agroécologie en septembre, afin de disposer des acteurs associatifs du monde paysan qui avaient prévu de se libérer à cette période, mais aussi car des financements de la région étaient prévus.

Suite au report de financement de la Région et parce qu'aucun acteur initiateur, en particulier l'association BEDE ne peut s'autoriser à auto-financer l'organisation de cet atelier sans garantie de financement externe, ce rendez-vous a été reporté de quelques mois, les membres des associations paysannes étant de plus davantage disponibles en hiver.

Cet atelier-scénario qui sera aussi organisé en deux temps, permettra ainsi aux différents acteurs qui souhaitent contribuer à la naissance et au développement de la Boutique des Sciences en Occitanie d'échanger leurs points de vue, souhaits, attentes, doutes, critiques et suggestions autour de ce projet afin de le concrétiser.

Concrètement, il s'agira de :

- définir collectivement l'objectif de la BdS de Montpellier/Occitanie
- de s'accorder sur une vision partagée du dispositif (statut, organisation, gouvernance, nom,...),
- de répartir les premières étapes (réalisables à court terme) entre les participants,
- enfin de développer un plan d'action pour mettre en œuvre à plus long terme le schéma de fonctionnement collectivement accepté.

Ces différentes étapes mises en discussions sur deux demi-journées permettront ainsi d'échanger pour répondre à 4 objectifs complémentaires :

- identifier les **divergences** et les **similarités de perception** entre les acteurs
- définir **ensemble des perspectives et visions souhaitables**
- **se répartir les actions** qui aboutiront au schéma de fonctionnement souhaité par tous
- prendre conscience des **problèmes à venir**

La méthodologie privilégiée pour ces deux demi-journées est détaillée dans un « Livret du participant » (annexe vii), inspiré largement de ce qu'avaient proposé les acteurs de l'association Sciences Citoyennes pour le montage de la BdS de Lille.

Les participants à ce futur atelier ont été pré-identifiés. L'enjeu est qu'ils soient équitablement représentés par catégorie d'action, en étant peu nombreux pour que les discussions puissent avoir lieu

plus facilement. Ainsi ce prochain atelier comprendra 20 personnes issues de 4 groupes acteurs : Associations, Chercheurs, Bailleurs, Etudiants.

Il s'agira alors de préciser collectivement un schéma de fonctionnement précis, peut-être en partant du fonctionnement proposé par BEDE suite aux expériences des Laboratoires Hors Murs. Cependant, il est clair pour tous que le fonctionnement de la future BdS ne doit être défini ni par BEDE ni par la MSH, ni par un bailleur : il ne s'agit pas d'imposer un modèle juridique et/ou de fonctionnement qui conviendrait à l'un ou à l'autre, cela devra être décidé avec l'accord - ou du moins l'expression - de tous, à la fin de l'atelier scénario.

Afin cependant de donner une idée de la diversité et de la complexité des activités possibles de la future BdS, BEDE propose sa vision, (annexe viii), qui sera confrontée aux attentes, besoins et visions potentiellement différents des autres acteurs. A noter qu'il ne s'agit que d'une structure de fonctionnement, et non d'une structure juridique qu'il serait présomptueux de poser dès à présent.

2) La phase transitoire

Suite aux décisions prises pendant l'atelier scénario, des actions seront à réaliser par les différents groupes responsables dans les mois suivant, afin d'arriver à une structure fonctionnelle d'ici la fin de l'année civile.

3) Les projets-tests

Les projets-tests, dont les modalités de choix seront à préciser pendant l'atelier scénario pourront ainsi prendre place, dès le début de l'année 2018, après l'atelier-scénario.

La bonne réussite de ces différentes phases passe par une implication forte des participants pendant l'atelier scénario, mais également à sa suite car c'est eux qui réaliseront les actions décidées collectivement. C'est pourquoi il est important que l'association BEDE s'assure de la motivation et de la compatibilité de ses membres et des participants de l'atelier scénario, et c'est pourquoi BEDE sélectionne pour partie des personnes avec lesquelles elle sait pouvoir collaborer rapidement.

V] Conclusion

Ce stage, malgré sa courte durée, m'a permis d'échanger avec de nombreuses personnes. Les réflexions et les interactions entre le monde de la recherche et la société qui s'y sont développées m'en ont fait saisir la complexité, et la nécessaire adaptation de toute co-construction à chaque contexte. En effet, les points de vue et les attentes des acteurs intéressés sont différents entre les différents groupes (chercheurs, associations, étudiants) mais aussi au sein même de ces groupes. De plus, chaque projet de co-construction prend place dans un milieu associatif et institutionnel qui varie, et avec lequel il faut rentrer en interaction pour le connaître et pour se faire connaître.

J'ai également approfondi ma vision du monde associatif, notamment au niveau du rôle des associations militantes et/ou professionnelles qui n'ont pas les mêmes exigences que les associations étudiantes. Je n'avais ainsi que peu conscience de l'importance des stratégies, basées sur la compréhension fine du fonctionnement des institutions et des jeux politiques, qu'elles doivent mettre en place pour faire évoluer la société vers les valeurs qu'elles défendent. Ainsi, même si ce stage m'a permis de prendre connaissance de la méthode à utiliser pour mettre en place des dispositifs de type BdS, il m'est maintenant évident que la mise en place dans un autre contexte de ce genre de dispositif est facilitée par la légitimité du porteur auprès d'un grand nombre d'acteurs différents.

Je pensais de plus avant d'effectuer ce stage qu'une certaine autonomie financière était envisageable pour ces recherches collaboratives dont les questions émanent des paysans. J'imaginai ainsi des recherches autour de problèmes techniques, qui auraient été économes car le paysan y aurait été le technicien et ses terres les parcelles d'expérimentations. Cette recherche aurait certes pu être co-construite, mais elle n'aurait pas eu la dimension sociale et politique que revendique une recherche co-construite dans une BdS. Le modèle de la Boutique des Sciences n'est donc pas celui d'un CETA⁴¹, ni d'un champ-école, et j'ai au cours de ces quelques mois compris que ce modèle visait une co-construction de connaissances d'un autre type que la simple connaissance technique. Bien que ces autres dispositifs de recherches se placent dans un objectif de changement social, ils se restreignent au changement social grâce au progrès technique, ce qui me semble maintenant devoir être questionné.

Il s'agit donc pour le chercheur participant à un projet type BdS de dépasser une vision « technico-économique » du praticien, et d'échanger avec lui sur des problèmes qui ont toujours des facettes sociales et politiques à considérer en elles-mêmes. La question de l'appellation juridique des semences paysannes est un exemple fort de l'intérêt des paysans pour ces aspects politiques. Cependant même les demandes plus techniques, par exemple sur les semis direct de vergers sec, n'ont pas pour fondement unique la maximisation des profits. Or la compréhension de ces problèmes multi-facettes demande de la part du chercheur une prise en compte fine du système de réflexion et d'action du praticien, et même le partage de certaines valeurs. Dans l'autre sens, si le paysan veut se faire paysan-chercheur, le modèle des BdS lui permet d'approfondir des thèmes qui vont au-delà les aspects techniques agronomiques.

Ce stage m'a ainsi fait comprendre que certaines associations ont envie de se rapprocher du milieu de la recherche sur des thématiques qui ne sont pas uniquement techniques, et que certains chercheurs au sein d'un grand nombre de disciplines sont également intéressés pour travailler avec ces associations autour de questions transversales. L'enjeu des BdS est donc de disposer des appuis financiers et institutionnels qui permettent la mise en place des outils méthodologiques pour mener à bien ces projets de recherches, lesquels cherchent à faire évoluer la société de façon concertée grâce à un dialogue entre deux mondes.

⁴¹ Centre d'Etude Technique Agricole, structure généralement associative, dans laquelle un ingénieur ou un technicien, souvent salarié, effectue le suivi scientifique des expérimentations menées à l'initiative et chez les agriculteurs membres du CETA

VI] Références bibliographiques et web

Sur les tiers lieux : Olivier Cléach, Valérie Deruelle et Jean-Luc Metzger, « Les “tiers lieux”, des microcultures innovantes ? », Recherches sociologiques et anthropologiques [En ligne], 46-2 | 2015, mis en ligne le 21 avril 2016, consulté le 04 septembre 2017. <http://rsa.revues.org/1526>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Tiers-lieu#Diff.C3.A9rents_types_de_tiers-lieux

Sur la recherche action associative : « L'accompagnateur chercheur engagé » Dominique Cottureau, « Recherches-actions associatives : Le praticien réflexif ou la recherche sans « chercheur » », Éducation relative à l'environnement [En ligne], Volume 13 - 1 | 2016, mis en ligne le 13 mars 2017, consulté le 04 septembre 2017. <http://ere.revues.org/302>

Sur la “Community-based participatory research” : <https://www.rri-tools.eu/how-to-stk-csos-co-create-community-based-participatory-research>. « a partnership approach to research that equitably involves, for example, community members, organizational representatives, and researchers in all aspects of the research process and in which all partners contribute expertise and share decision making and ownership » (projet européen RRI Tools, 7^e PCRD)

https://en.wikipedia.org/wiki/Community-based_participatory_research

Sur des « paysans-chercheurs » qui peuvent être très orientés vers les aspects agronomiques et techniques : <https://www.dailymotion.com/video/xphexh>

Sur les boutiques des sciences dans les pays du sud :

Florence Piron, Les boutiques des sciences et des savoirs, au croisement entre université et développement local durable :

<https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/justicecognitive1/chapter/les-boutiques-des-sciences-et-des-savoirs-au-croisement-entre-universite-et-developpement-local-durable/>

« La recherche participative exemples de programmes publics », Sciences Citoyennes, 2011. <http://sciencescitoyennes.org/wp-content/uploads/2012/12/Recherche-participative.pdf>

« Les boutiques de sciences comme outils pour les sciences en société », Bertrand BOCQUET, <http://culture.univ-lille1.fr/fileadmin/Ina/Ina62/Ina62p24.pdf>

« Promouvoir la recherche participative », François Veillerette et Christian Vélot, 2017. <https://sciences-critiques.fr/promouvoir-la-recherche-participative/>

Rapport Houiller (INRA) sur les sciences participatives : <http://www.sciences-participatives.com/Rapport>

« Pour une intelligence publique des sciences » revue Alliage, Isabelle Stengers, 2011. <http://revel.unice.fr/alliage/index.html?id=3239>